



Cour
Pénale
Internationale

International
Criminal
Court

Le Bureau du Procureur

The Office of the Prosecutor

Vers un monde plus juste

Jour après jour

Rapport annuel du Bureau du Procureur

1^{er} décembre 2022

“Le Bureau que je dirige désormais incarne deux réalités bien distinctes. Il témoigne tout d’abord des horreurs de la guerre [...] que sont les crimes d’un autre temps commis au XXI^e siècle par nos contemporains [...] mais il laisse également entrevoir, selon moi, [...] l’espoir d’un avenir meilleur que suscitent cette Cour et le système instauré par le Statut de Rome.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Engagement solennel –





► © Marcus Bleasdale



Cour
Pénale
Internationale
International
Criminal
Court

Le Bureau du Procureur
The Office of the Prosecutor

Vers un monde plus juste

Jour après jour

Rapport annuel du Bureau du Procureur
1^{er} décembre 2022



Table des matières

Bureau du Procureur – Rapport annuel 2022

Chapitre 1		<i>Guide pratique pour la collecte d'informations relatives à des crimes internationaux et à des atteintes aux droits de l'homme</i>		57
Message du Procureur		10		
Chapitre 2				
Domaines prioritaires		16	<i>Tables rondes thématiques du Bureau avec la société civile</i>	
Une collaboration plus étroite avec les communautés		17	Crimes sexuels et liés au genre et crimes commis contre les enfants	
<i>Mobilisation du Procureur et des Procureurs adjoints sur le terrain</i>		19		
<i>Mise en œuvre d'une stratégie tournée vers le terrain</i>		20		
Exploitation de la technologie		26		
Création d'une plaque tournante pour la justice : complémentarité et coopération actives		32		
<i>Formation d'équipes conjointes avec des autorités nationales à propos de l'Ukraine et de la Libye</i>		33		
<i>Intégration d'experts nationaux dans les effectifs de la CPI</i>		35		
<i>Coopération et complémentarité en pratique</i>		37		
<i>Renforcement et élargissement du dialogue</i>		47		
<i>Contributions aux démarches régionales visant à faire respecter l'obligation de rendre des comptes et intensification des échanges avec les États parties</i>		48		
Stratégie de clôture des situations : une démarche axée sur les résultats		52		
Mise en place de partenariats avec la société civile		56		
			Chapitre 3	
			Bilan des progrès réalisés	
			66	
			Procès	
			70	
			<i>Darfour, Soudan</i>	
			70	
			<i>République centrafricaine II</i>	
			71	
			<i>Mali</i>	
			72	
			<i>Kenya</i>	
			72	
			Mandats d'arrêt	
			74	
			<i>Géorgie</i>	
			74	
			<i>Libye</i>	
			75	
			Activités de filtrage	
			76	
			Chapitre 4	
			Constitution d'une équipe efficace	
			78	
			Restructuration du Bureau	
			79	
			Culture organisationnelle	
			82	
			Diversité	
			85	
			Conseillers spéciaux	
			89	
			Chapitre 5	
			Perspectives à long terme : prochaines étapes	
			92	

Chapitre 1

Message du Procureur

“Les survivants sont les héros de la situation que nous avons l’honneur de porter au grand jour. Quelle que soit la région du monde concernée, je retrouve toujours la même énergie indéfectible, la même force et la même détermination dans leur quête de justice. [...] Je demande aux survivants de faire preuve de patience, le temps de nous permettre d’améliorer nos processus, mais je m’engage à toujours leur dire la vérité pure et simple, inch Allah.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Engagement solennel –

16
JUN
2021

Remarques liminaires

Karim A. A. Khan KC

J'ai le plaisir de présenter ce rapport, que je compte publier tous les ans pour faire le point sur les progrès accomplis par mon Bureau (le « Bureau du Procureur » ou le « Bureau ») au cours de la période considérée, sur les difficultés à surmonter et le chemin parcouru par rapport au cap qu'il s'est fixé pour opérer un changement de culture sur le lieu de travail et faire évoluer l'institution.

Cette année, le rapport couvre, à titre exceptionnel, les 18 premiers mois de mon mandat, qui a débuté le 16 juin 2021. J'entends y exposer notre démarche guidée par les leçons tirées des expériences passées qui nous permettent d'adapter notre façon de travailler tout en préservant la flexibilité, les partenariats, l'indépendance et l'impartialité qui doivent présider à la réponse que nous apportons chaque jour aux allégations d'atrocités que nous

recevons. Même si le fruit de cet exercice de réflexion nous donne des raisons d'espérer et d'être optimistes compte tenu du dévouement avec lequel tous les fonctionnaires du Bureau accomplissent leur travail, il me faut toutefois reconnaître que ce qui a été accompli jusqu'à présent ne suffit pas. Comme je l'ai indiqué à mon retour du Darfour (Soudan), en août dernier, je suis fermement convaincu que nous pouvons faire bien davantage, et il nous appartient de le faire, pour pouvoir être dignes de la reconnaissance que certaines communautés touchées par des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des actes de génocide ou le crime d'agression témoignent si généreusement au Bureau. Nous devons gagner et mériter leur confiance en nous efforçant, à chaque instant, de nous adapter, de nous améliorer et d'obtenir des résultats.

Bien que ce rapport ne résume pas exhaustivement l'ensemble des activités entreprises par mon Bureau au cours de la période considérée, il y est question des progrès accomplis en fonction des priorités qui ont été redéfinies. Il s'agit d'un instantané fidèle de la situation, illustrant les progrès réalisés, les difficultés rencontrées et la stratégie que nous envisageons d'adopter à l'égard des domaines prioritaires du Bureau, qui, nous le pensons, lui permettra de gagner en efficacité et facilitera la présentation officielle de son bilan devant l'Assemblée des États parties.

Comme toujours, nous travaillerons en étroite collaboration avec nos collègues du Greffe et de la Présidence lorsque nous mettrons en œuvre les changements constructifs qui permettront de développer une vision positive de l'organisation. Je les remercie de ce partenariat qui nous permet d'agir ensemble à ce moment charnière.

Je reconnais aussi qu'il s'agit du premier rapport de ce genre publié par le Bureau ; il sera donc possible d'en améliorer certains aspects par la suite. Veuillez toutefois considérer qu'il s'agit bien là, pour nous, d'une véritable tentative de diversification de nos moyens de communication avec l'ensemble des personnes susceptibles d'être intéressées par sa lecture : les autorités nationales, la société civile, les communautés touchées ainsi que nos partenaires régionaux et internationaux. Nous apprécierions de recevoir tout commentaire permettant de l'améliorer.

“Mon objectif est de prendre appui sur les bases déjà bien établies, mais aussi de réparer ce qui a été brisé, de donner une nouvelle impulsion à l'organisation et de la redynamiser tout en cherchant à accroître notre efficacité et l'impact de notre action.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Engagement solennel –

16
JUN
2021

“J’aimerais conclure en soulignant ma détermination à tout mettre en oeuvre pour que les personnes touchées par un conflit [...] dans l’une des situations dont mon Bureau est saisi, sachent que le droit peut contribuer à changer le cours de leurs vies.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Communiqué de presse –

17
JUIN
2021

Le Bureau connaît actuellement la période la plus intense de ses opérations depuis sa création, il y a 20 ans. Il fait face à un volume de travail sans précédent alors qu’un mouvement de fond appelant à faire respecter l’obligation de rendre des comptes à travers le monde se dessine. Pour que les ressources nécessaires soient prises en compte dans les stratégies adoptées afin de permettre leur mise en oeuvre immédiate le Bureau a créé, en mars 2022, un Fonds d’affectation spéciale pour les outils technologiques de pointe, l’assistance psychologique et les capacités spécialisées s’agissant des crimes sexuels et liés au genre ainsi que des crimes commis contre les enfants. Il a en outre invité les États parties à verser des contributions volontaires et à mettre du personnel à disposition pour l’aider dans toutes les situations dont il est saisi et les affaires présentées devant la Cour. Nous avons également élaboré une proposition de budget ambitieuse et tournée vers l’avenir pour 2023 pour répondre à ce volume de travail sans précédent et adopter une approche flexible, efficace et fondée sur les besoins sur le terrain. Au fur et à mesure que l’appui fourni par l’ensemble de nos partenaires et le travail soutenu du personnel du Bureau commenceront à faire pencher la balance du côté du succès grâce au renforcement des capacités et de l’efficacité du Bureau, le personnel du Bureau et moi-même continuerons à nous acquitter du mandat qui nous a été confié, en toute impartialité et en toute intégrité, avec un dévouement et un respect sans faille, jour après jour.



► Karim A. A. Khan KC lors de sa prestation de serment, le 16 juin 2021

Chapitre 2

Domaines prioritaires

Une collaboration plus étroite avec les communautés

Les procédures d'établissement des responsabilités sont plus efficaces lorsque les personnes touchées par les atrocités commises ont la possibilité de participer et d'agir, et que les communautés voient que justice est rendue.

Les activités menées par le Bureau au cours de l'année qui s'est écoulée traduisent la nécessité d'amener la justice au plus près des victimes et des communautés touchées et de collaborer plus efficacement dans le cadre des procédures nationales en tenant compte des spécificités nationales. Dans un tel contexte, il est essentiel d'établir une présence plus importante sur le terrain afin de consolider les activités en matière d'enquêtes et de poursuites. Il a été démontré que l'expertise insuffisante du Bureau à l'égard des pays concernés par des situations spécifiques avait entravé son action. Comme les experts indépendants l'ont relevé

“La Haye devrait être un lieu où se tiennent uniquement les procédures en dernier ressort [...] il faut, autant que possible, que les procès se tiennent dans le pays, dans la région concernée.”

Journal après jour

Karim A. A. Khan KC

– Engagement solennel –

16
JUN
2021

“Je suis convaincu que le renforcement de notre présence sur le terrain se traduira, en définitive, par des gains d’efficacité dans les enquêtes et les poursuites menées par les équipes du Bureau au travers de toutes les situations dont celui-ci est saisi. Compte tenu de la nécessité de cultiver l’unité et la diversité au sein de la structure interdisciplinaire du personnel du Bureau chargé de mener à bien cette mission, j’ai décidé de créer des Équipes unifiées, composées d’avocats, d’enquêteurs, d’analystes, de conseillers en coopération internationale, d’interprètes de terrain et d’autres membres du personnel, réunis autour d’un objectif commun.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Déclaration à propos du premier rapport annuel du Bureau –

dans leur rapport portant sur l’examen de la Cour, l’absence de bureaux hors siège dédiés au Bureau et le recours à un système de présence par rotation du personnel sur le terrain a parfois donné lieu à une situation où des connaissances spécialisées, pourtant indispensables, concernant le contexte politique, social, culturel et linguistique des situations en cause ont fait sérieusement défaut au Bureau.

Dans cette optique, en 2022, le Bureau a cherché à mettre en œuvre un nouveau modèle davantage tourné vers le terrain pour mener ses activités d’enquête. En renforçant sa présence sur le terrain, il sera en mesure d’enrichir et d’approfondir ses connaissances concernant les pays de situation et aura accès aux éléments de preuve plus rapidement. Ce modèle contribuera également à renforcer l’impact des efforts de sensibilisation et à accéder plus facilement aux témoins et aux communautés locales.

La connaissance du terrain conjuguée à une mobilisation renforcée peut faire naître des synergies efficaces et permettre au Bureau d’apporter un plus grand soutien aux efforts déployés à l’échelon national pour établir les responsabilités, conformément à la volonté du Procureur d’accorder la priorité à la mise en œuvre plus efficace de la complémentarité. À plus long terme, l’application de ce modèle axé sur le terrain contribuera à réduire les dépenses et à accroître l’efficacité de tout l’éventail des activités du Bureau et de la Cour.



► À l’occasion d’une rencontre avec les femmes et des jeunes rohingya, le 26 février 2022, Karim A. A. Khan KC a donné des explications sur l’enquête menée par la CPI à propos des crimes qui auraient été commis contre leur communauté et a cherché à nouer des partenariats pour soutenir ses activités

Mobilisation du Procureur et des Procureurs adjoints sur le terrain

Déterminés à nouer un dialogue plus soutenu sur le plan local, le Procureur et les Procureurs adjoints ont commencé par effectuer une série de missions dans des pays de situation et des pays partenaires au cours des 18 mois qui viennent de s’écouler. Ils se sont notamment rendus au Bangladesh, en Colombie, en Géorgie, en Guinée, en Libye, au Nigéria, en République centrafricaine, au Soudan, en Ukraine et au Venezuela. Ces missions visaient principalement à jeter les bases d’une présence plus soutenue sur le terrain à long terme, à soutenir les efforts nationaux d’établissement des responsabilités et à ouvrir de nouvelles voies de coopération à l’appui des enquêtes indépendantes du Bureau.

Compte tenu de son intention de rendre son action plus accessible aux communautés touchées par des crimes relevant du Statut de Rome, le Bureau a également cherché à établir un lien plus direct entre les activités qu’il mène à la suite des renvois du Conseil de sécurité des Nations Unies et celles que mènent les pays qui cherchent à faire respecter l’obligation de rendre des comptes. Ce faisant, il a pu rappeler la nécessité de poursuivre cet engagement et cette collaboration avec l’ensemble des acteurs (société civile, partenaires internationaux ou autorités nationales) afin de veiller à l’efficacité de l’action menée pour que justice soit rendue.

Tous les six mois, le Procureur Khan informe le Conseil de sécurité de l’ONU des activités menées à la suite de la résolution 1593 (2005) liée à la situation au Soudan et de la résolution



► Le Procureur Karim A. A. Khan KC informe le Conseil de sécurité de l'ONU depuis Khartoum (Soudan), le 25 août 2022



► Le Procureur Karim A.A. Khan KC informe le Conseil de sécurité de l'ONU depuis Tripoli (Libye), le 9 novembre 2022

1970 (2011) liée à la situation en Libye. Lors de son dernier exposé devant le Conseil, à savoir le 25 août 2022, il a rendu compte de la situation au Soudan depuis Khartoum. C'était la première fois qu'un Procureur de la CPI présentait son rapport au Conseil depuis un pays de situation, réalisant ainsi sa promesse d'amener les activités du Bureau au plus près des communautés touchées.

Le 9 novembre, le Procureur a réitéré la même démarche en ce qui concerne la situation en Libye en informant le Conseil de l'évolution de la situation depuis Tripoli. Il s'agissait de la première fois qu'un Procureur de la Cour pénale internationale présentait son rapport au Conseil depuis le sol libyen, et la première fois en dix ans qu'un Procureur se rendait dans ce pays.

Mise en œuvre d'une stratégie tournée vers le terrain

En complément de ces visites de haut niveau, le Bureau s'est efforcé de collaborer avec l'ensemble de ses partenaires, notamment les autorités nationales, les organisations de la société civile et les organisations régionales et internationales, afin de renforcer sa présence auprès des pays concernés par les situations et de créer ainsi un cadre propice au dialogue.

Pour faciliter la mise en œuvre de ce modèle ambitieux axé sur terrain, le Procureur Khan a mis sur pied, en octobre 2021, une équipe interne spéciale chargée de la présence sur le terrain, composée de neuf membres du personnel et de seize volontaires. Cette équipe spéciale a travaillé en étroite collaboration avec l'Équipe de transition du Bureau et la Direction des opérations extérieures du Greffe. Dès le départ, cette initiative visait

avant tout à communiquer plus ouvertement et de manière plus transparente avec le personnel du Bureau, notamment à l'occasion des assemblées générales qui se sont tenues en 2022, pour l'informer de l'objectif poursuivi par les travaux de l'équipe spéciale et des répercussions éventuelles de la transition envisagée sur les fonctionnaires appelés à travailler en permanence sur le terrain et sur les opérations du Bureau plus généralement.

Le modèle axé sur le terrain proposé par l'équipe spéciale vise à accroître la productivité, la qualité, l'efficacité et la rapidité de l'action du Bureau en s'appuyant sur la double stratégie adoptée en matière de situation, à savoir pousser plus loin les résultats obtenus dans le prétoire et promouvoir les activités menées en matière de complémentarité. La mise en œuvre de ce modèle se traduirait par la création

“Nous sommes conscients que le moyen le plus convaincant de faire connaître le sort des victimes et des survivants est de veiller à ce que leurs voix soient entendues au travers d'un processus judiciaire attentif à leurs besoins et respectueux de leur environnement.”

Journal après journal

Nazhat Shameem Khan

– Tbilisi (Géorgie) – 27 septembre 2022 –

27
SEPT
2022

“Nous devons travailler main dans la main avec les victimes et les survivants dans les communautés touchées. Et nous devons également nous efforcer, dans la mesure du possible, de coopérer avec les États. En travaillant à la fois aux côtés des victimes, des survivants et des États, nous disposerons d’une meilleure boussole, d’une boussole plus précise, pour naviguer sur le chemin de la vérité.”

Journal après jour

Karim A. A. Khan KC

– Présentation du Procureur devant le Conseil de sécurité à propos de la situation en Libye –

28
MARS
2022

d’un nombre considérable de postes sur le terrain, au plus près des lieux des crimes et des communautés touchées, ainsi que des partenaires clés avec lesquels les membres du personnel seront amenés à collaborer dans le cadre de leurs enquêtes. Dans la même optique, il sera établi un programme d’administrateurs recrutés sur le plan national (lancement prévu en 2023). Ce programme aidera le Bureau à renforcer ses activités grâce au recrutement local de membres du personnel. Mises bout à bout, ces mesures lui permettront de mieux connaître et de mieux comprendre les pays concernés par une situation, de renforcer les réseaux établis avec les principaux partenaires, notamment les communautés de victimes, les témoins et les organisations qui fournissent une assistance, et d’accéder plus facilement et rapidement aux informations et aux éléments de preuve.

Le Bureau a également pris plusieurs mesures pour mieux faire connaître ses procédures institutionnelles et administratives aux communautés touchées. À ce propos, il travaille en étroite collaboration avec le Greffe et la Présidence afin d’optimiser ses opérations sur le terrain.

S’il est impossible d’établir une présence sur le terrain dans chaque situation compte tenu des problèmes de sécurité et autres difficultés relatives aux opérations, le Bureau n’en cherche pas moins à étudier toutes les possibilités d’établir une présence sur place dans l’ensemble des situations dont il est saisi. Pour l’heure, il prévoit d’établir des bureaux extérieurs en 2023 dans quatre situations prioritaires, à :



► Rencontre de Karim A. A. Khan KC avec des groupes de victimes au camp de Hasahisa au Darfour (Soudan), le 22 août 2022



► Visit to the Kalma IDP Camp, Darfur, Sudan, 21 August 2022.

- Kiev (Ukraine) ;
- Cox’s Bazar (Bangladesh) ;
- Khartoum (Soudan) ; et
- Caracas (Venezuela).

Des progrès ont été accomplis dans cette optique. Des locaux ont été trouvés en Ukraine et au Soudan, et les démarches juridiques et institutionnelles nécessaires sont en cours de finalisation pour établir ces bureaux extérieurs. En ce qui concerne la situation au Bangladesh/Myanmar, des discussions sont en cours pour finaliser un accord de coopération à l’échelle de la CPI, en s’appuyant sur les progrès déjà réalisés cette année pour trouver des locaux adaptés aux entretiens. Conformément au mémorandum d’accord conclu par le Procureur et le Gouvernement du Venezuela le 3 novembre 2021, les préparatifs visant à établir une présence sur le terrain à Caracas sont en cours de finalisation. En juin 2022, le Bureau a effectué une mission exploratoire

du déploiement sur le terrain à Caracas, et des locaux ont été trouvés.

Il est prévu d’affecter jusqu’à 65 membres du personnel du Bureau dans les quatre bureaux extérieurs recensés ci-dessus. À la transition vers une présence accrue sur le terrain s’ajoutera le recrutement de nouveaux membres du personnel, notamment pour pourvoir de nouveaux postes d’administrateurs recrutés sur le plan national.

Les préparatifs en vue de la transition vers une démarche axée sur le terrain dans d’autres situations faisant l’objet d’une enquête ou d’un examen préliminaire se feront graduellement.

Plan relatif aux bureaux extérieurs: 2023



Exploitation de la technologie

De nos jours, il existe presque toujours une trace numérique des crimes internationaux. Cette nouvelle donne offre de nouvelles perspectives et présente son lot de difficultés pour le Bureau en ce qui concerne la collecte, la synthèse et l'utilisation du large éventail de données audiovisuelles et numériques présentant un intérêt dans le cadre des enquêtes.

Il est nécessaire d'investir dans la technologie pour exploiter efficacement toute la gamme des éléments de preuve qui se présentent sous un nouveau jour et fournir un cadre permettant d'améliorer les procédures de fonctionnement.

Pour ce faire, le Bureau a mis en œuvre une stratégie articulée autour de plusieurs axes. En mars 2022, il a ainsi créé un Fonds

d'affectation spéciale pour les technologies avancées et les capacités spécialisées, invitant les États parties à verser des contributions financières volontaires et à mettre du personnel qualifié à sa disposition pour l'aider dans l'ensemble des situations dont il est saisi. Comme indiqué dans l'appel initial lancé par le Bureau afin d'obtenir les contributions des États, la répartition de ces ressources se fait en fonction des besoins, conformément à l'exercice indépendant du mandat du Procureur quant à l'administration et à la gestion du Bureau, prévu à l'article 42-2 du Statut de Rome. 50 % des contributions versées au Fonds d'affectation spéciale seront allouées aux outils et équipements technologiques de pointe pour effectuer la collecte, l'analyse et le traitement linguistique des éléments de preuve. Grâce à ces ressources supplémentaires, le Bureau a élaboré un

projet de système d'information exhaustif axé sur trois domaines clés : des services d'analyse des mégadonnées, des logiciels et une expertise technique.

a. Mégadonnées

Le Bureau travaille avec ses partenaires au développement de solutions avant-gardistes pour analyser des ensembles volumineux de données numériques issues de différents types de fichiers, notamment des photographies, des vidéos et des documents manuscrits numérisés. Il a conclu un partenariat avec Microsoft et Accenture afin de l'aider au développement d'outils d'enrichissement des données et d'intelligence artificielle qui serviront à la transcription et la traduction automatiques des fichiers audio et vidéo collectés lors de l'enquête. Le Bureau remercie le Président de Microsoft, Brad Smith, pour ses conseils, son appui et son rôle dans la mise en œuvre de ce projet, .

Grâce à ces technologies, les enquêteurs pourront effectuer des recherches ciblées et consulter directement les documents sources. De plus, le recours à l'intelligence artificielle augmentera la capacité du Bureau à identifier les personnes, les objets et les lieux présentant un intérêt, et aidera les analystes et les enquêteurs à effectuer des recherches ciblées et à examiner sans délai les documents pertinents.

“Aujourd’hui, il existe une grande quantité de données numériques relatives aux crimes internationaux qui ont été commis, notamment des enregistrements vidéo effectués sur les lieux au moment des faits et leur diffusion dans les réseaux sociaux, mais aussi des interceptions judiciaires, des éléments de preuve recueillis sur le champ de bataille et des appareils électroniques saisis. Aujourd’hui, il est impossible de faire prévaloir le droit sans équipement moderne.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Conférence marquant le 20^e anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut de Rome de la CPI –

01
JUIL
2021

b. **Logiciels**

Le Bureau modernise sa plateforme d'examen et d'analyse de documents grâce à une plateforme de logiciels hébergée dans le *Cloud*, laquelle servira à mener des recherches de preuves informatiques de bout en bout. Les connaissances et les informations sensibles seront ainsi centralisées dans un système de gestion du cycle de vie des éléments de preuve taillé sur mesure. La transition vers une plateforme hébergée dans le *Cloud* renforcera la sécurité des données du Bureau, lequel bénéficiera ainsi des systèmes de sécurité collectifs offerts par les fournisseurs d'accès au *Cloud* qui viendront s'ajouter aux mesures internes relatives à la sécurité des données. Cela renforcera ses capacités opérationnelles et facilitera l'utilisation des outils de veille stratégique. Cela permettra en outre de mener des opérations quasiment en temps réel grâce à un nouveau système de gestion des enquêtes, alimenté en temps réel par les enquêteurs et les analystes. Une partie des processus d'examen d'éléments de preuve du Bureau sera transférée vers le logiciel de recherche de preuves informatiques dès 2022.

Les services de transcription et de traduction automatiques contribueront au filtrage rapide des informations entrantes et à la réduction des besoins en matière de traduction lors du triage initial. Les informations

non pertinentes étant filtrées plus facilement, les traducteurs pourront ainsi concentrer leurs efforts sur les éléments d'information clés afin d'aider les équipes d'enquêteurs à cerner les informations utiles. À leur tour, les enquêteurs et les analystes pourront concentrer leurs activités sur les informations les plus probantes et les plus pertinentes filtrées par le logiciel de recherche de preuves informatiques. Ainsi, les nouvelles technologies faciliteront la prise de décision quasi instantanée, ce qui accélérera les procédures et garantira une meilleure utilisation des ressources humaines sans les épuiser. Le Bureau a créé une unité de recherche de preuves informatiques chargée de la mise en œuvre et de la gestion de ce logiciel.

Outre le logiciel (d'analyse), le Bureau a reçu du matériel, dont des ordinateurs portables, dans le cadre de sa collaboration avec Microsoft.

**“L’anéantissement des
espérances des victimes et la
destruction de leur avenir a
fait prendre conscience à de
nombreuses personnes qu’il était
temps de donner un nouvel élan
au droit international.”**

Journal après jour

Mame Mandiaye Niang

– Colloque de Nuremberg (Allemagne) –

14
OCT
2022



c. **Expertise technique**

Pour ce qui est des ressources humaines, le Bureau recrute des assistants chargés du traitement des données et des spécialistes en recherche de preuves informatiques pour l'aider à exploiter les possibilités offertes par la technologie. Les connaissances spécialisées ainsi acquises faciliteront l'utilisation de ces nouvelles technologies et garantiront la présentation d'éléments de preuve plus variés et en plus grand nombre à l'audience.

En adoptant de nouveaux outils technologiques, le Bureau cherche à accélérer ses enquêtes indépendantes en établissant dans le même temps un cadre plus solide à l'assistance fournie aux autorités nationales.

En diversifiant l'éventail de données qu'il peut collecter et traiter, le Bureau détiendra plus d'informations à l'appui des procédures nationales, conformément au Statut de Rome. Ce faisant, il améliorera ses résultats en tant qu'organe judiciaire efficace, conformément à son mandat et avec les moyens mis à sa disposition, obtiendra plus d'informations pertinentes et fournira un appui aux enquêteurs et aux procureurs nationaux. Ainsi, il s'efforcera de réduire les délais entre les demandes d'assistance ou d'information soumises par les autorités nationales et ses réponses.

L'intégration accélérée de technologies et d'outils modernes dans l'architecture technologique du Bureau facilitera la réalisation de ces objectifs.

En 2023, le Bureau prendra d'autres mesures visant à développer et à intégrer ces initiatives dans son projet ambitieux de gestion informatisée des données.

“Le volume considérable de données inhérentes aux crimes qui relèvent de la compétence de la Cour nous oblige à utiliser les technologies existantes de manière intégrée. Le déploiement d'outils d'intelligence artificielle, d'apprentissage automatique, de traduction, qui permettent de traduire efficacement de grandes quantités de données préalablement à toute intervention humaine, plus coûteuse, contribuera à intensifier notre action.”

Journal après journal

Karim A. A. Khan KC

– Présentation du Rapport relatif à la situation en Libye en application de la résolution 1970 (2011) –



Création d'une plaque tournante pour la justice: complémentarité et coopération actives

Au cours des 18 derniers mois, le Bureau, en vertu des principes synergiques de la coopération et de la complémentarité, s'est efforcé de relancer sa collaboration avec les autorités nationales. Il convient d'adopter une démarche volontariste et novatrice pour mener ce travail collectif afin d'aider le Bureau à répondre aux attentes légitimes des survivants et des familles de victimes.

La mise en œuvre du nouveau plan ainsi établi s'articule autour de l'idée que le Bureau fonctionne comme une plaque tournante au cœur des efforts déployés à l'échelon international et national pour faire respecter l'obligation de rendre des comptes. Il vise à devenir un organe chargé des poursuites plus efficace et à travailler en partenariat avec les autorités nationales en partageant

“Je suis prêt à envisager des modes de coopération novateurs avec les États.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Engagement solennel –

16
JUIN
2022



► Le Procureur Khan et les Procureurs généraux de Lituanie, d'Ukraine et de Pologne lors de la cérémonie de signature marquant la participation officielle du Bureau du Procureur à l'Équipe commune d'enquête, le 25 avril 2022

avec elles les leçons tirées de son expérience et ses connaissances spécialisées et en leur fournissant une assistance rapide et efficace. Le Bureau cherche à créer une voie de coopération à double sens avec les acteurs nationaux, régionaux et internationaux grâce au développement de nouveaux partenariats, notamment l'établissement d'équipes conjointes avec les autorités nationales, la conclusion d'accords présentant les grandes lignes de la nouvelle stratégie en matière de complémentarité, et les actions visant à renforcer les liens entre le Bureau et les autorités nationales, comme la mise à disposition d'experts nationaux dans différents domaines.

Formation d'équipes conjointes avec des autorités nationales à propos de l'Ukraine et de la Libye
Après l'ouverture d'une enquête sur la

situation en Ukraine à la suite des renvois de quarante-trois États parties entre le 1^{er} mars et le 1^{er} avril 2022, le Bureau s'est joint à une équipe commune d'enquête chargée d'enquêter sur les crimes internationaux commis en Ukraine. Cette équipe, formée sous les auspices d'Eurojust, rassemble des éléments de la Lituanie, la Pologne, l'Ukraine, l'Estonie, la Lettonie, la Slovaquie et la Roumanie.

Grâce à cette mesure décisive, le Bureau renforcera sa capacité à accéder à des informations pertinentes pour ses enquêtes indépendantes et à les recueillir. La participation du Bureau à ce dispositif a déjà porté ses fruits puisque des membres de l'équipe lui ont déjà communiqué promptement des renseignements utiles à son enquête. De plus, le cadre ainsi établi a

“En définitive, peu importe pour le Bureau du Procureur que les poursuites menées à propos des atrocités commises aient lieu dans le pays concerné ou à la CPI. Ceci étant, il est vrai que des poursuites engagées à l’échelon national sont préférables car l’État concerné et son système judiciaire peuvent se les approprier et ainsi, mieux faire connaître les crimes visés par le Statut de Rome aux communautés les plus directement touchées.”

Jour après jour

Nazhat Shameem Khan
– Tbilisi (Géorgie) –

27
SEPT
2022

également permis d’échanger et d’uniformiser les stratégies d’enquête, conformément aux principes de complémentarité et de confidentialité.

Les tentatives de nouer une relation plus étroite avec les autorités nationales se sont également traduites par la participation du Bureau, officialisée en septembre 2022, à l’équipe conjointe chargée de soutenir les enquêtes portant sur les crimes commis contre les migrants et les réfugiés en Libye. Ainsi, le Bureau a rejoint les efforts déployés par les autorités nationales compétentes de l’Espagne, de l’Italie, des Pays-Bas, et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord. Cette équipe bénéficie aussi du soutien de l’Agence de l’Union européenne pour la coopération en matière de répression (Europol).

En rejoignant officiellement l’équipe commune, le Bureau entendait intensifier davantage l’excellente coopération qu’il reçoit déjà de ses membres et l’impact de celle-ci, ce qui lui a valu de recevoir des renseignements précieux et lui a permis de fournir un appui concret aux autorités nationales dans la conduite de leurs enquêtes.

Cette collaboration a donné des résultats concrets, ainsi qu’en attestent les arrestations survenues en Éthiopie et l’extradition vers l’Italie et les Pays-Bas de deux des principaux suspects en lien avec des crimes visant des victimes de la traite d’êtres humains et de trafic illicite de migrants en Libye. Le Bureau a apporté son assistance en partageant



► Participation de la Procureure adjointe Nazhat Shameem Khan à la cérémonie qui s’est tenue à Rome (Italie), le 7 septembre 2022, lors de laquelle le Bureau du Procureur a officiellement rejoint l’équipe conjointe

des connaissances, des informations et des éléments de preuve et en interrogeant conjointement des témoins.

Intégration d’experts nationaux dans les effectifs de la CPI

En 2022, le Bureau a pris des mesures visant à considérablement approfondir ses relations avec les autorités nationales, par exemple, en accueillant dans ses effectifs un grand nombre de personnes mises à disposition par les États parties. Dans une note verbale transmise aux États parties en mars 2022, le Bureau a demandé que des experts nationaux soient mis à sa disposition pour l’aider dans ses activités relatives aux situations dont il est saisi. Les échanges plus soutenus et le partage de connaissances entre le personnel du Bureau et les experts nationaux devraient ouvrir la voie à de nouvelles perspectives

de collaboration. En accueillant davantage d’experts nationaux dans ses effectifs, le Bureau cherche à instaurer une communauté de pratique dynamique capable de soutenir les efforts déployés à l’échelon national, régional et international pour traduire les criminels en justice. La mise à disposition d’experts nationaux l’aidera également à répondre à ses besoins urgents en matière de ressources, à garantir plus d’efficacité dans l’exercice de son mandat et à mieux faire connaître sa mission et ses activités aux États contributeurs. Au moment d’écrire ce rapport, 66 experts nationaux ont renforcé les effectifs du Bureau ou les renforceront en 2022. Ces experts seront affectés dans les différentes situations dont le Bureau est saisi, notamment le Burundi, la Libye, le Mali, la Palestine, la République centrafricaine, le Soudan et l’Ukraine.

Un nouveau modèle de collaboration dans les enquêtes criminalistiques

L'un des principaux domaines pour lequel la mise à disposition de personnel a prouvé son efficacité concerne le déploiement d'experts en criminalistique. En mai 2022, la plus grosse équipe jamais déployée par le Bureau est partie en Ukraine pour effectuer une mission. Elle était composée de 42 enquêteurs, experts en criminalistique et membres du personnel d'appui, dont un grand nombre avaient été mis à la disposition du Bureau par le Gouvernement des Pays-Bas. Grâce au travail effectué par cette équipe diverse, le Bureau a apporté un soutien aux activités de détection d'éléments de preuve en criminalistique et de documents numériques pertinents et a veillé à la collecte méthodique de ces données qui soit conforme aux critères de recevabilité dans le prétoire, qu'il s'agisse d'un tribunal national ou international. Ce faisant, l'équipe a été en mesure d'accélérer le rythme des enquêtes indépendantes menées par le Bureau et de renforcer la synergie des activités menées par les autorités nationales et d'autres équipes internationales sur le sol ukrainien.

En s'appuyant sur ce modèle, le Bureau et la maréchaussée royale néerlandaise (*Koninklijke Marechaussee*) travaillent de concert en vue d'apporter un appui au déploiement d'équipes multinationales d'experts en criminalistique, conformément au cadre établi par le Bureau, selon un modèle de rotation dans l'ensemble des situations dont il est saisi.

La maréchaussée royale néerlandaise aidera la CPI à mettre sur pied des équipes pouvant s'adapter aux besoins opérationnels afin d'aborder les domaines concernés en priorité. Elle l'aidera à s'assurer qu'à l'issue de la mission, chaque équipe puisse passer convenablement le relais à l'équipe suivante. L'établissement d'un centre de planification des opérations de criminalistique sur le terrain visera à mettre en place un soutien continu et multinational aux opérations de criminalistique menées dans les pays concernées par des situations adressées par le Bureau.

Le partenariat établi entre le Bureau et la maréchaussée royale néerlandaise vise en particulier à :

- Identifier des partenaires nationaux supplémentaires souhaitant se joindre à l'effort collectif de collecte d'éléments de preuve scientifiques en Ukraine ;
- Veiller à ce que les équipes de criminalistique déployées sur le terrain répondent aux besoins immédiats de collecte d'éléments de preuve sur le terrain en Ukraine ; et
- Établir un programme de déploiement sur le terrain complet et efficace comprenant un stage de formation et de familiarisation organisé à la Haye (Pays-Bas) et animé par une équipe conjointe de la maréchaussée royale néerlandaise et de la CPI à l'intention des experts nationaux en criminalistique mis à la disposition de

la CPI avant leur départ.

L'objectif de cette initiative est de créer un centre de planification des opérations capable de s'adapter aux besoins et de constituer des équipes en criminalistique, de les former et de les déployer sur le terrain, en fonction des divers domaines de spécialité dans lesquels les États apportent une contribution au Bureau.

La coopération et la complémentarité en pratique

Les tentatives du Bureau de nouer des liens plus solides et de renforcer la coopération avec les autorités nationales (en veillant, dans la mesure du possible, à la mise en œuvre de procédures à l'échelon national) se reflètent dans les activités qu'il a menées au cours de ces 18 derniers mois.

Dans un certain nombre de pays, dont la Colombie, la Guinée, le Venezuela et la République centrafricaine, les efforts déployés en matière de complémentarité ont bénéficié d'une démarche volontariste et innovante.

Colombie

Concernant la situation en Colombie, une étape importante a été franchie en octobre avec la clôture de l'examen préliminaire. Constatant qu'actuellement, au vu des efforts déployés à l'échelon national pour établir les responsabilités, la complémentarité fonctionne en Colombie, le Bureau s'est engagé à apporter son soutien à ces efforts en concluant un accord de coopération avec le Gouvernement colombien. Le Procureur a rappelé que la clôture d'un examen

“L'idée selon laquelle la CPI serait une cour pénale suprême n'est pas fondée. Il est bien plus judicieux, à mon avis, de la considérer comme une plaque tournante dont chaque autorité nationale est un maillon qui permet à la roue de la justice de fonctionner plus efficacement et de surmonter les obstacles qui se dressent dans chaque juridiction. Cette approche est bénéfique pour tous. Elle permet à mon Bureau de recueillir des preuves, de mener des enquêtes, d'analyser les preuves à l'aide d'outils technologiques et d'experts au siège de la Cour, de les utiliser, mais aussi de les partager, ce qui permettra d'optimiser les ressources, d'être plus efficaces et, en fin de compte, profitera aux victimes et aux survivants.”

Journal après journal

Karim A. A. Khan KC
– Présentation du Rapport relatif à la situation en Libye en application de la résolution 1970 (2011) –

28
AVRIL
2022



► Karim A. A. Khan KC et M. Iván Duque Márquez, Président de la Colombie, lors de la signature du mémorandum d'accord avec le Gouvernement colombien, le 28 octobre 2021

préliminaire ne signifiait en aucun cas que le Bureau mettait un terme à ses engagements auprès de la Colombie ou à son soutien aux procédures judiciaires en cours – bien au contraire, elle ouvre un nouveau chapitre en matière de soutien et d'engagement et offre un bel exemple de complémentarité positive en action.

Cet accord de coopération est le premier du genre à être conclu entre le Bureau et un État partie. Il prévoit que le Gouvernement colombien s'engage à poursuivre le processus national de justice transitionnelle. Le Bureau, quant à lui, s'engage à continuer à soutenir les efforts de la Colombie visant à établir les responsabilités à l'échelon national, notamment en poursuivant le dialogue avec le Gouvernement et d'autres acteurs, en se rendant chaque année en Colombie et en partageant les enseignements tirés de ses expériences et les bonnes pratiques qu'il a établies.

La poursuite de la coopération entre le Bureau et la Colombie à la suite de la clôture de l'examen préliminaire vise à faire progresser la justice et les actions entreprises pour établir les responsabilités à l'égard des crimes internationaux commis dans ce pays. En outre, elle permettra au Bureau d'être en possession de tous les éléments d'information nécessaires pour déterminer si la Colombie a toujours la volonté et la capacité de mener activement de véritables procédures. Lors d'une visite de travail, en octobre 2022, la délégation du Bureau et le Gouvernement de Colombie, des acteurs de la société civile et des partenaires internationaux ont réfléchi à la manière de structurer et de poursuivre les efforts déployés en vue d'établir les responsabilités, compte tenu du cadre législatif, constitutionnel et budgétaire. Ces mesures visent à éviter toute ingérence et à promouvoir une coopération pleine et entière entre les différentes instances.

Compte tenu de la poursuite du dialogue entre les deux parties, le Bureau et les autorités colombiennes élaboreront un plan d'action détaillant les mesures concrètes à entreprendre en 2022 et en 2023 pour mettre en œuvre les engagements pris au titre de l'accord de coopération. Le Bureau soutiendra le dialogue et l'échange des meilleures pratiques en Colombie ainsi qu'entre les partenaires nationaux et internationaux, notamment en ce qui concerne les questions prioritaires que sont les crimes sexuels et liés au genre, et les crimes commis contre les enfants. Ces activités se poursuivront jusqu'à la prochaine visite du Procureur en Colombie prévue mi-2023, et au-delà, et constitueront un moment de réflexion et de consolidation de l'action en faveur de la justice pour établir les responsabilités en Colombie.

République centrafricaine

Faisant écho à l'engagement du Bureau à soutenir les pays de situation au travers de la complémentarité positive, le Procureur adjoint Mame Mandiaye Niang a assisté à l'ouverture du premier procès de la Cour pénale spéciale (la « CPS ») en République centrafricaine, en mai 2022. Au cours de sa visite, le Procureur adjoint Niang a réaffirmé l'engagement du Bureau à soutenir activement les activités de la CPS, conformément au principe de complémentarité, et à trouver des solutions permettant de consolider la coopération entre le Bureau et la CPS. Il a en outre souligné que la CPS constituait un excellent exemple de l'intérêt des partenariats établis entre les acteurs

“La CPI n'est pas une instance judiciaire suprême qui se situerait au-dessus des tribunaux nationaux. Il s'agit plutôt d'une plaque tournante. Au regard du Statut de Rome, il incombe en premier lieu aux États d'enquêter et de poursuivre les auteurs d'atrocités. Notre Bureau peut apporter une assistance, dans les limites de son mandat, et notamment partager les informations et les éléments de preuve, les enseignements tirés de l'expérience acquise au cours de ses 20 ans d'activité, et les meilleures pratiques qu'elle a établies au fil du temps.”

Journal après journal

Nazhat Shameem Khan

13
SEPT
2022



► *Déclaration du Procureur adjoint Niang à la cérémonie d'ouverture du premier procès de la Cour pénale spéciale de la République centrafricaine, le 10 mai 2022*

régionaux, les autorités nationales et la communauté internationale qui sont de nature à faire avancer concrètement les procédures judiciaires. Il a également rappelé l'importance des activités qui avaient été menées par l'ensemble des partenaires pour créer la Cour, notamment le rôle essentiel des organisations de la société civile dans sa conception, tout en reconnaissant l'importance de l'appui apporté à la CPI par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Au cours de sa visite à Bangui, le Procureur adjoint Niang a été reçu par le Ministre d'État en charge de la justice, de la promotion des droits humains et de la bonne gouvernance, M. Arnaud Djoubaye-Abazene. Il s'est

“[L]’ouverture du premier procès devant la Cour pénale spéciale aujourd’hui, ici en République centrafricaine, dans le pays même où les crimes relevant du droit international allégués par le Procureur spécial sont censés avoir été commis, est un moment fort dans la symbolique de la justice distributive. Mais par-delà les symboles, c’est aussi un rendez-vous crucial avec toutes ces victimes et ces survivants d’atrocités innommables, dont beaucoup désespéraient de se voir rendre justice de leur vivant.”

Journal après jour

Mame Mandiaye Niang



également entretenu avec le Président de la CPS, M. Michel Landry Louanga, son Vice-Président, M. Herizo Rado Randriamanantena, et le Greffier de la CPS, M. Dieudonné Senego. Le Procureur adjoint a félicité le Gouvernement centrafricain et l'ensemble des partenaires nationaux pour l'ouverture réussie du premier procès devant la Cour.

À la suite de la visite du Procureur adjoint en République centrafricaine, le Bureau a collaboré étroitement avec la CPS afin de renforcer le partage des informations et l'appui aux activités de la Cour spéciale. Il a été déterminé qu'un grand nombre de pièces détenues par le Bureau étaient pertinentes dans le cadre des activités menées par la Cour spéciale. Des mesures sont actuellement prises afin de faciliter leur transfert à l'appui des procédures à Bangui.

Guinée

Cette année, l'accent mis par le Bureau sur la reconnaissance des activités menées à l'échelon national et sur l'appui fourni à celles-ci a également porté ses fruits dans le contexte de l'examen préliminaire de la situation en Guinée. En septembre, le Procureur Khan et le Procureur adjoint Niang ont assisté à l'ouverture du procès tant attendu se rapportant aux événements survenus le 28 septembre 2009. Onze personnes ont été inculpées par le tribunal guinéen en lien avec ces événements.

Durant sa visite de haut niveau en Guinée, la vingt-et-unième visite du Bureau depuis

“Même s’il reste encore beaucoup à faire, ce procès marque une étape importante, puisque la justice fait partie des efforts déployés par la Guinée pour établir la vérité sur les événements qui ont causé la souffrance de centaines de victimes. Si le processus entrepris porte ses fruits, il contribuera grandement aux efforts de réconciliation.”

Journal après jour

Mame Mandiaye Niang

– Colloque de Nuremberg (Allemagne) –





► Karim A. A. Khan KC et Alphonse Charles Wright (Ministre guinéen de la justice) à l'ouverture du procès le 28 septembre

L'ouverture de l'examen préliminaire, le Procureur Khan a signé un mémorandum d'accord avec le Président de la transition, le colonel Mamady Doumbouya. Par ce mémorandum juridiquement contraignant, la République de Guinée s'engage à veiller à ce que les responsabilités relatives aux crimes commis dans le contexte des événements survenus le 28 septembre 2009 soient établies. En signant ce mémorandum, le Bureau s'est quant à lui engagé à continuer de soutenir les efforts déployés par la

Guinée pour établir les responsabilités. Le mémorandum énonce également les paramètres de la collaboration entre la Guinée et le Bureau ainsi que les voies permettant de renforcer la coopération compte tenu de la nouvelle étape franchie dans les activités communes en faveur de l'application de la justice.

“C’est donc une nouvelle étape qui s’amorce dans notre collaboration. Mon Bureau continuera à suivre attentivement la procédure engagée et à dialoguer avec les autorités guinéennes pour s’assurer qu’elles s’acquittent de leurs responsabilités en vertu du Statut de Rome.”

Journal après jour

Karim A. A. Khan KC

– Déclaration à propos de l'ouverture du procès relatif aux événements survenus en Guinée le 28 septembre 2009 –



Avec l'ouverture du procès et la signature du mémorandum d'accord, le Bureau est parvenu à la conclusion que le principe de complémentarité avait été mis en œuvre en Guinée, et que les autorités guinéennes avaient la volonté et la capacité de mener véritablement à bien les procédures. Partant, le Procureur Khan a clôturé l'examen préliminaire le 29 septembre 2022. Le Bureau continuera de surveiller le processus enclenché par les autorités guinéennes et de dialoguer avec celles-ci. S'il relève des éléments de nature à mettre en doute le caractère véritable des efforts déployés pour établir les responsabilités en Guinée, le Bureau rouvrira l'examen préliminaire et ouvrira une enquête, s'il y a lieu.

Venezuela

La complémentarité et la coopération sont essentielles aux relations du Bureau avec les autorités nationales compétentes au cours de la phase d'enquête.

Ces volets parallèles et complémentaires que sont la complémentarité, la coopération et l'indépendance des enquêtes ont été pris en compte dans la décision du Procureur Khan d'ouvrir une enquête dans la situation au Venezuela, en novembre 2021. Cette décision marque une étape décisive dans les efforts déployés pour bâtir une relation constructive fondée sur la transparence et la collaboration : même si le Gouvernement vénézuélien ne partage pas l'avis que l'ouverture d'une enquête était justifiée, il s'est engagé à coopérer avec le Bureau et, le 3 novembre 2021, il a signé un mémorandum d'accord



► Karim A. A. Khan KC et le Président Nicolás Maduro, le 1^{er} novembre 2022

“Dans la préparation de cette écriture, mon Bureau a toujours été guidé par son obligation de s’acquitter de son mandat tout en poursuivant sa coopération en toute bonne foi afin de soutenir les efforts déployés par les autorités vénézuéliennes pour mener des procédures nationales conformes aux exigences du Statut de Rome en matière de complémentarité. Je reste convaincu de l’utilité de cette double approche.”

Journal après jour

Karim A. A. Khan KC

– Communiqué de presse –



avec ce dernier à l'occasion de la première visite du Procureur Khan au Venezuela.

La signature de ce mémorandum scelle l'engagement des parties à rechercher ensemble, par tous les moyens possibles et de manière constructive, à établir les responsabilités et à maintenir un dialogue respectueux. En mars 2022, lors de sa deuxième visite au Venezuela, le Procureur Khan a annoncé que des mesures visant à faciliter la mise en oeuvre des engagements pris au titre du mémorandum d'accord avaient été convenues. Parmi ces mesures figurent une assistance technique et le transfert de connaissances afin d'apporter un soutien efficace aux initiatives entreprises par le Venezuela, ainsi que des formations et des conseils d'experts. De plus, le Bureau et le Venezuela ont convenu d'organiser des colloques et des conférences sur la justice internationale à Caracas, en 2023, en vue de promouvoir l'échange des meilleures pratiques dans la région.

Le 16 avril 2022, le Gouvernement vénézuélien a demandé au Bureau de lui déférer le soin de l'enquête au titre de l'article 18 du Statut de Rome. Compte tenu du fait que la complémentarité n'est que partiellement à l'œuvre à l'heure actuelle, le Procureur a demandé l'autorisation de reprendre l'enquête le 1^{er} novembre 2022. Ce faisant, le Procureur a salué les efforts entrepris par le Gouvernement vénézuélien pour collaborer avec le Bureau, amorcer des réformes juridiques et mettre en œuvre le mémorandum d'accord signé le 3 novembre 2021.

“Nous avons convenu que le principe de complémentarité consacré par le Statut de Rome exigeait que les poursuites relatives à ces crimes soient menées par des juridictions nationales ou, à défaut, par mon Bureau. À cet égard, nous avons exploré différentes voies afin de pallier les carences en matière d'établissement des responsabilités et répondre aux attentes légitimes de justice des victimes et des personnes de tous bords touchées par la situation en cause.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Déclaration à l'issue de la première visite officielle du Procureur au Nigéria –

22
AVRIL
2022



► Rencontre du Procureur de la CPI, Karim A.A. Khan KC, et du Président Muhammadu Buhari, lors d'une visite officielle au Nigéria

Dans cette optique, les mesures visant à l'application du mémorandum d'accord se poursuivront tandis que la Chambre préliminaire demeure saisie de la demande de sursis à enquêter présentée par le Gouvernement vénézuélien.

Nigeria

Lors de sa visite au Nigéria qui s'est déroulée du 19 au 20 avril 2022, le Procureur a rencontré des représentants des autorités nationales et a donné des précisions sur l'état d'avancement de la situation au Nigéria à l'issue de l'examen préliminaire clos en 2020. Au cours de sa visite, le Procureur Khan et les autorités nigérianes ont abordé les différents moyens d'établir les responsabilités à l'échelon national et de répondre plus efficacement aux crimes commis en Afrique de l'Ouest, au Sahel et au-delà par des groupes armés non étatiques associés à l'État islamique en Iraq

et en Syrie, à Al-Qaïda, et à Boko Haram. Le Bureau s'est engagé à fournir l'assistance technique nécessaire, dans la limite de ses moyens, aux autorités judiciaires nigérianes. Celles-ci ont, quant à elles, accepté de conclure un accord officiel avec le Bureau dans un proche avenir et ont convenu avec le Procureur des mesures qu'il fallait prendre immédiatement et dont il sera tenu compte dans toute décision prise à l'égard de la situation.

Même si le Bureau s'emploie à devenir un pôle d'excellence pour la justice et à mettre en œuvre la complémentarité, il le fait dans les limites du mandat dont il est investi. Ainsi, les situations dans lesquelles, selon lui, la complémentarité ne fonctionne pas, feront l'objet d'un examen préliminaire et d'une enquête. De ce fait, le 10 novembre 2021, lorsque les Philippines ont demandé au

“Je tiens à envoyer un message clair à tous les acteurs qui prennent part aux hostilités. Si des attaques sont intentionnellement dirigées contre la population civile : il s’agit d’un crime à propos duquel mon Bureau peut enquêter et lancer des poursuites. Si des attaques sont intentionnellement dirigées contre des biens à caractère civil, dont des hôpitaux : il s’agit là encore d’un crime à propos duquel mon Bureau peut enquêter et lancer des poursuites. Tous ceux qui participent aux hostilités, qu’ils soient membres des forces armées régulières, de milices ou de groupes d’autodéfense doivent savoir que lorsqu’ils revêtent un uniforme ou qu’ils se saisissent d’une arme, ils ne s’exonèrent pas de leurs responsabilités, mais acceptent au contraire de se soumettre à des obligations juridiques supplémentaires.”

Journal après jour

Karim A. A. Khan KC

– Déclaration lors de sa visite en Ukraine et en Pologne –

16
MARS
2022



► Participants à la Conférence sur l'établissement des responsabilités en Ukraine, le 14 juillet 2022

Bureau de lui déferer le soin de l'enquête, ce dernier, convaincu que les autorités nationales n'étaient pas activement engagées dans la conduite de procédures véritables, a demandé, le 24 juin 2022, l'autorisation à la Chambre préliminaire I de reprendre son enquête. La Chambre d'appel n'a pas encore rendu sa décision. Le Bureau avait présenté une demande similaire à la Chambre préliminaire à l'égard de la situation en Afghanistan, et la Chambre a autorisé le Procureur à reprendre son enquête le 31 octobre 2022.

Renforcement et élargissement du dialogue

Outre sa collaboration directe avec les États, le Bureau a également œuvré en faveur d'une complémentarité et d'une coopération élargies.

Conformément à sa volonté d'améliorer le dialogue et de transmettre les connaissances aux partenaires et parties prenantes

concernés, en juillet 2022, le Bureau a coorganisé la Conférence sur l'établissement des responsabilités en Ukraine avec le Ministère néerlandais des affaires étrangères et la Commission européenne. Tirant parti de l'engagement des représentants des États, des organisations internationales et des titulaires de mandat, et des perspectives des acteurs de la société civile, la Conférence visait à informer la communauté et à expliquer les diverses mesures adoptées pour apporter un soutien à l'Ukraine en vue d'établir les responsabilités dans les crimes internationaux. Elle visait en outre à harmoniser les efforts entrepris et à garantir que les activités déployées tiennent compte de l'intérêt des survivants.

Les débats tenus ont abouti à l'adoption d'une déclaration politique commune de 45 États qui se sont engagés à créer un groupe de discussion destiné à accroître la visibilité



► Rencontre du Procureur Khan et du Président Macky Sall, le 10 septembre 2021

et la mobilisation à l'égard des différentes initiatives en faveur de l'établissement des responsabilités pour les crimes commis dans la situation en Ukraine et à trouver de nouvelles manières de renforcer la cohésion de leur action.

La dynamique de coopération suscitée à cette occasion s'est matérialisée lors d'un événement de haut niveau portant sur la coopération pour l'établissement des responsabilités en Ukraine organisé en marge de l'Assemblée générale des Nations unies en 2022.

Depuis lors, le Bureau travaille en étroite collaboration avec les États et d'autres participants à la Conférence afin de finaliser les dispositions nécessaires à la création, dans

un avenir proche, du groupe de discussion pour l'établissement des responsabilités en Ukraine.

Contributions aux démarches régionales visant à faire respecter l'obligation de rendre des comptes et intensification des échanges avec les États parties

Le contexte international et politique actuel crée des conditions propices à une coopération plus soutenue avec les partenaires internationaux et régionaux. Ainsi, le Bureau s'est activement engagé auprès des acteurs et des institutions concernés afin de déterminer comment étendre cette coopération pour disposer d'un cadre solide de nature à faire progresser, en toute indépendance, ses activités d'enquête et ses opérations en général et voir les possibilités qui s'ouvrent



► Rencontre du Procureur Karim A.A. Khan KC et du Ministre des affaires étrangères et des Expatriés de Palestine, M. Riad Malki, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York

d'apporter un soutien aux procédures nationales.

Parmi les partenaires du Bureau figurent Eurojust et Europol, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA) et l'Organisation des États américains (OEA). Des démarches ont également été entreprises auprès d'un certain nombre d'organisations afin d'étudier comment mettre activement en œuvre la complémentarité en renforçant les capacités des juridictions nationales et en renforçant la prise de conscience à l'échelon local de l'importance de mettre un terme à l'impunité.

Le Procureur a rencontré S.E. M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président

de la République démocratique du Congo et président de l'Union africaine à Bruxelles, le 5 septembre 2021, en vue de renforcer la coopération avec l'Union africaine.

Le 10 septembre 2021, le Procureur s'est rendu au Sénégal où il a rencontré S.E. M. le Président Macky Sall. Ces rencontres ont été suivies par la participation du Procureur à la 35^e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Union africaine, qui s'est tenue les 5 et 6 février 2022 à Addis-Abeba (Éthiopie). Le Procureur y avait été convié par le président de la Commission, Son Excellence Moussa Faki Mahamat, et il s'agissait de la première participation en 17 ans d'un Procureur de la CPI à ce sommet



► Rencontre de la Procureure adjointe, Mme Nazhat Shameem Khan, et du Procureur général de Géorgie, S.E. M. Irakli Shotadze, lors d'une visite officielle à Tblisi, le 26 septembre 2022

En marge du Sommet, le Procureur Khan s'est entretenu avec divers chefs d'État et de gouvernement faisant partie du G5 Sahel afin d'aborder les différentes possibilités d'apporter une réponse efficace sur le plan judiciaire contre les crimes graves de portée internationale qui auraient été commis par des groupes tels que Daech, Al-Qaïda, Boko Haram, ainsi que par d'autres individus, groupes, entreprises et organismes qui y sont associés.

Au cours des 18 derniers mois, le Bureau s'est également efforcé de renforcer sa collaboration avec les États parties en organisant des rencontres officielles au siège de la Cour et en participant à d'importants échanges diplomatiques et à des conférences majeures.

Le nouveau plan d'action du Bureau en matière de coopération et de complémentarité sera présenté en détail dans le document de politique générale relatif à la complémentarité qui sera publié en 2023.

“En nouant des contacts fructueux avec les autorités nationales, différentes organisations régionales et internationales et divers acteurs de la société civile, nous avons pu redéfinir notre plan d'action commun à l'égard des atrocités commises : notre objectif consiste à instaurer un dialogue suivi entre les acteurs investis dans des initiatives diverses, veiller à la cohérence de ces initiatives et surtout placer les droits et le vécu des victimes au cœur des priorités.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Déclaration à l'issue de la Conférence sur l'établissement des responsabilités pour les crimes commis en Ukraine –

14
JULY
2022

Stratégie de clôture des situations : une démarche axée sur les résultats

Pour la période à venir, conformément à son engagement, le Procureur a décidé de faire de la réduction du nombre de situations portées devant la Cour une priorité en vue d'obtenir plus de condamnations et des résultats plus ciblés.

En particulier, le Procureur s'est engagé à approfondir l'examen d'un nombre plus restreint de situations, à déterminer les priorités en fonction de la gravité des crimes et à optimiser l'utilisation des ressources limitées du Bureau. Conformément à cette stratégie, il a commencé à mettre en œuvre des stratégies de clôture à l'égard d'un certain nombre de situations actuellement portées devant la Cour.

À l'heure actuelle et en l'état, la clôture d'une situation signifie que, outre celles qu'il a déjà

présentées, le Bureau ne portera pas d'autres affaires issues de cette situation devant la Cour. Désormais, il concentrera ses efforts sur l'arrestation et la remise des suspects qui sont toujours en liberté et sur les poursuites engagées dans les affaires concernées au stade du procès.

Une décision de cette nature n'entraîne pas pour autant l'arrêt immédiat du travail du Bureau, ou celui de la Cour. Le Bureau devra continuer à mener des activités d'enquête ciblées à l'appui des affaires existantes : pour étendre ou réduire la portée des accusations, pour se tenir prêt en vue du procès, et/ou pour apporter un appui à la protection des témoins et à la préservation des éléments de preuve. Il devra également se tenir prêt à répondre à toute tentative de subornation de témoins ou de falsification des éléments

de preuve. Il faudra en outre mener des efforts concertés pour localiser les suspects qui sont toujours en liberté et les arrêter, et mener à leur terme les affaires en cours, au stade du procès ou de l'appel, et en cas de condamnation, dans la phase des réparations. Cependant, outre les domaines spécifiques d'activités susmentionnés, le Bureau ne poursuivra pas de nouvelle piste d'enquête mettant en cause la responsabilité pénale d'autres personnes pour des actes susceptibles d'être qualifiés de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de génocide. La phase initiale d'enquête dans la situation concernée sera donc clôturée.

Ce genre de décision est une étape incontournable d'une stratégie en matière de poursuites. Compte tenu de l'étendue des allégations de crimes portés devant la CPI et du nombre toujours croissant de situations et d'affaires dont elle est saisie, il est essentiel que le Procureur exerce le pouvoir de discrétion que lui confère le Statut afin de s'acquitter efficacement de son mandat de Procureur.

Les besoins en matière de planification des situations et d'adoption de stratégies de clôture y afférentes reflètent également ce que souhaitent de plus en plus d'États parties à la CPI, à savoir que la Cour trouve de quelle façon et par quels moyens elle peut mener ses activités à l'égard de multiples situations avec les ressources limitées dont elle dispose. Cette question avait déjà été abordée lors de l'examen de la Cour mené par des experts indépendants à la demande de l'Assemblée des États parties.

“Il faut nous considérer comme une structure contribuant à promouvoir et à faire respecter les valeurs, les obligations et les droits stipulés dans le Statut de Rome, qui font déjà partie intégrante du patrimoine commun de l'humanité.”

Journal après journal

Mame Mandiaye Niang

– Colloque de Nuremberg (Allemagne) –

14
OCT
2022

Outre la gestion efficace des ressources, la mise en œuvre de stratégies de clôture illustre concrètement les principes fondamentaux de coopération et de complémentarité au cœur du système instauré par le Statut de Rome. Une décision de clôturer une situation permet non seulement de clarifier les contours des affaires envisagées par le Bureau mais offre également une nouvelle occasion de collaborer avec les juridictions pénales nationales compétentes pour remédier aux disparités existantes en matière d'impunité – et de contribuer, en définitive, à soutenir les efforts déployés dans le cadre de nouvelles affaires qui pourraient, grâce à la collaboration, être portées devant des tribunaux nationaux. Il s'agit là d'un thème central dans la vision du Procureur concernant le rôle complémentaire de la CPI et ses rapports avec les juridictions pénales nationales.

Ainsi, conformément aux stratégies adoptées pour la clôture des situations, le Bureau examinera également comment passer à l'étape suivante et les domaines sur lesquels se concentrer pour renforcer son engagement auprès d'institutions nationales, dans la poursuite des efforts communs afin d'établir les responsabilités à l'échelon national.

Le Bureau, pour sa part, est prêt à apporter une assistance aux institutions nationales et à collaborer avec celles-ci pour consolider et élargir les terrains d'entente afin de lutter contre l'impunité à l'égard des crimes internationaux.

Outre la clôture des situations qui faisaient l'objet d'un examen préliminaire en Colombie, en Bolivie et en Guinée, le Bureau annoncera, avant la fin de 2022 et au cours de 2023, la fin de la phase d'enquête dans un certain nombre de situations dont le Bureau est saisi, les nouvelles priorités et la façon dont les ressources seront utilisées afin de tirer pleinement parti du potentiel de la Cour.

“Je suis convaincu que la tâche qui nous attend en tant qu’acteurs chargés d’appliquer la justice exige une grande sobriété et un engagement à long terme. La complémentarité et la coopération ne peuvent être efficaces que si la CPI et les États parties travaillent main dans la main pour endosser la lourde responsabilité prévue par le Statut de Rome et demandée par les victimes. Je suis prêt à collaborer et à agir avec les juridictions pénales nationales pour mener à bien la tâche qui nous attend.”



Karim A. A. Khan KC

Mise en place de partenariats avec la société civile

Convaincu de l'importance de la collaboration afin que les actions entreprises par le Bureau et d'autres acteurs servent les intérêts de la justice et le bien-être des survivants, le Procureur Khan a annoncé, en mai 2022, le lancement d'une nouvelle initiative, avec la participation d'organisations de la société civile, pour consolider les partenariats établis avec les communautés touchées et les acteurs de la société civile. Cette initiative est en partie une réponse à l'appel lancé par les acteurs de la société civile en faveur d'une collaboration plus étroite et vise à renforcer leurs contributions aux activités du Bureau. Rassemblant différents modes de collaboration, l'initiative en question se décline comme suit :

- Le Bureau organisera deux tables rondes par an avec les organisations de la société civile en sus de celle organisée par la CPI ;
- Le Bureau élaborera (de façon concertée) et publiera des documents d'orientation à l'usage des organisations de la société civile afin de les aider à établir un contact avec les témoins et les survivants qui soit de nature à préserver l'intégrité d'éventuels témoignages sur lesquels l'Accusation pourrait s'appuyer lors des poursuites pénales et à réduire les risques de leur faire revivre un traumatisme ;
- Le Bureau élaborera un nouveau programme d'échanges avec les organisations de la société civile et les organisations communautaires locales, en s'appuyant sur le renforcement de la présence de ses effectifs sur le terrain ; et
- Le Bureau encouragera les Équipes unifiées à coopérer efficacement avec les organisations de la société civile à l'égard de chaque situation.



► Rencontre du Procureur Karim A.A. Khan KC avec des représentants de la société civile à Cox's Bazar (Bangladesh)

Guide pratique pour la collecte d'informations relatives à des crimes internationaux et à des atteintes aux droits de l'homme

Le 21 septembre 2022, en collaboration avec Eurojust et le réseau européen pour les enquêtes et les poursuites en matière de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre (le « Réseau Génocide »), le Bureau a pris une mesure concrète dans le cadre de la mise en œuvre d'une initiative lancée avec les organisations de la société civile en publiant des directives pratiques sur la manière de rassembler les preuves de crimes internationaux et de violations des droits de l'homme aux fins de faire respecter l'obligation de rendre des comptes.

Ces directives visent à rendre compte de l'expérience acquise par la CPI, les organisations de la société civile, Eurojust, le

Réseau Génocide, des procureurs nationaux et des partenaires internationaux, à donner les moyens d'agir aux acteurs de la société civile et à canaliser efficacement les efforts et les moyens déployés au service d'un objectif commun, à savoir lutter contre l'impunité. Plus particulièrement, elles aideront les acteurs de la société civile désireux de rassembler des preuves et de collecter des informations susceptibles d'être utilisées ultérieurement dans des procédures judiciaires en leur donnant des consignes afin de préserver au mieux l'intégrité des pièces recueillies. Les acteurs chargés d'établir les responsabilités, dont le Bureau, pourront, le moment venu, s'appuyer sur ces éléments dans le cadre des enquêtes et des poursuites. Ces directives n'ont pas de visée prescriptive, et se veulent plutôt un vecteur de transmission de certains principes permettant

“La lutte contre l’impunité n’est pas l’apanage des seuls États ou organisations internationales. C’est un devoir collectif qui doit tirer parti de la contribution de toutes celles et de tous ceux qui souhaitent faire avancer la cause de la justice.”

Journal après journal

Karim A. A. Khan KC et Ladislav Hamran, Président d’Eurojust

– Avant-propos du guide pratique élaboré conjointement
à l’intention des organisations de la société civile –

21
SEPT
2022

de renforcer l’action de la société civile à l’échelon local, régional et international et d’accroître son impact sur les procédures pénales nationales et internationales. Elles s’appuient sur le travail considérable déjà accompli par les organisations de la société civile afin d’élaborer des consignes à l’intention des personnes recueillant des preuves de par le monde.

Dans un message vidéo commun, le Procureur Khan et le Président d’Eurojust, Ladislav Hamran, ont brièvement présenté l’objectif

visé par ces lignes directrices et expliqué en quoi elles pourraient être utiles. La mise en place de partenariats efficaces entre les acteurs de la justice internationale et de la société civile permettra de rationaliser les efforts déployés et de se prémunir contre l’adoption de pratiques potentiellement préjudiciables, comme la répétition des entretiens effectués auprès de personnes ayant survécu à des atrocités, entraînant un risque de reviviscence du traumatisme et d’une surabondance de documents.

. Fondées sur des principes généraux, tels que « ne causer aucun tort à autrui », rester objectif, impartial et indépendant – ces lignes directrices ont vocation à renforcer l’efficacité de la collaboration et à apporter un éclairage sur des questions d’ordre pratique allant de la planification et du recueil d’une déposition au traitement des éléments physiques et à leur entreposage, et à la conservation des preuves et des informations. La publication des lignes directrices a été annoncée lors d’un lancement officiel et a été suivie d’une réunion technique avec les organisations de la société civile le 6 octobre 2022.

Tables rondes thématiques du Bureau avec la société civile

In an important moment for the Office, the first OTP-Civil Society thematic round-table was held on 14 November 2022, addressing the theme of crimes against children (see also SGBC and Children).

La première table ronde thématique organisée avec la société civile s’est tenue le 14 novembre 2022 et a marqué un moment important pour le Bureau. Le thème abordé concernait les crimes commis contre les enfants (voir aussi Violences sexuelles et liées au genre et crimes contre les enfants).

Cette table ronde a bénéficié de la participation de 75 acteurs de la société civile issus de plus de 11 pays de situation. Ont également participé au débat, des membres du personnel de la CPI, les conseillers spéciaux du Procureur et des experts de l’ONU. Le Bureau remercie Mme Virginia

“Par le biais de cette publication, nous cherchons également à souligner la façon dont nous pouvons travailler ensemble plus efficacement pour protéger les plus vulnérables lorsque nous déployons des efforts afin d’établir les faits. Ceci est tout particulièrement important dans les situations où des crimes ont été commis contre des enfants ou des personnes ont été victimes d’abus sexuels. J’espère que ce document pourra servir de base à l’approfondissement de ce dialogue.”

Journal après journal

Karim A. A. Khan KC

– lancement du guide pratique à l’intention
des organisations de la société civile –

21
SEPT
2022

“La nécessité de renforcer nos capacités afin de protéger les droits des enfants qui, comme tous les autres groupes sociaux, ont des besoins différents, que ce soit en raison de leur âge, de leur sexe, de leur race, de leur statut social et d’autres facteurs. Si tous les enfants souffrent de la guerre et sont confrontés à des situations qui, en soi, portent atteinte à leurs droits d’enfants, il est important de prendre acte de la diversité des crimes commis et des expériences vécues par eux, ainsi que des répercussions liées à la violence armée en fonction, entre autres, de leur sexe ou de leur âge.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Table ronde thématique du Bureau du Procureur avec la société civile –

14
NOV
2022

Gamba, Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, pour son discours d’ouverture.

La table ronde a également été l’occasion de discuter du Guide pratique à l’attention des organisations de la société civile sur la collecte d’informations relatives à des crimes internationaux et à des atteintes aux droits de l’homme pour faire respecter l’obligation de rendre des comptes, élaboré récemment et publié par le Procureur de la CPI et Eurojust, avec le concours d’organisations de la société civile, de procureurs nationaux et de partenaires internationaux.

Les résultats de cette table ronde seront intégrés aux travaux en cours au sein du Bureau en vue de renforcer et d’améliorer encore nos politiques et pratiques en matière d’enquêtes sur les crimes visant les enfants. Le renforcement de notre action dans ce domaine passe par l’intensification de notre collaboration avec les acteurs de la société civile qui ont participé à cet événement et avec la communauté de la société civile dans son ensemble.

La prochaine table ronde du Bureau du Procureur avec les organisations non gouvernementales se tiendra en 2023 et portera sur un thème qui sera convenu avec les partenaires de la société civile.

Ces événements seront suivis d’autres initiatives prévues en 2023 et incarnant la volonté du Procureur de consolider les relations avec la société civile et les communautés locales.

Crimes sexuels et liés au genre et crimes commis contre les enfants

En 2003, le Bureau du Procureur a créé une Unité des violences sexistes et des enfants. Cette unité consacre ses activités à ces deux volets. Elle apporte un appui logistique lors des enquêtes et dispense des avis juridiques aux équipes en fonction de leurs besoins. Dans son rapport relatif à la stratégie en matière de poursuites (2006) et dans sa stratégie en matière de poursuites (2009-2012), le Bureau a noté qu’il accorderait une attention particulière aux crimes commis contre les enfants, aux crimes sexuels et liés au genre. Ainsi, dans les différents plans stratégiques qui ont suivi (2012-2015, 2016-2018, et 2019-2021), les objectifs stratégiques du Bureau portaient notamment sur une plus grande prise en compte des questions de genre dans ses activités, en particulier des crimes sexuels et liés au genre, et des crimes commis contre les enfants.

Conformément aux stratégies adoptées, il a publié un document de politique général relatif aux crimes sexuels et à caractère sexiste en 2014, suivi d’une Politique générale relative aux enfants en 2016.

En 2020, dans leur rapport, les experts indépendants ont recommandé de clarifier et de normaliser la relation entre les équipes intégrées (alors ainsi nommées) et les unités d’appui telles que l’Unité des violences sexistes et des enfants, soulignant l’importance de les consulter à un stade précoce dans les cycles de planification des opérations. Compte tenu de son engagement à consolider les capacités dédiées et spécialisées en ce qui concerne les enquêtes portant sur les crimes relevant de violences sexuelles et liées au genre et les crimes commis contre les enfants, le

“Les crimes sexuels et à caractère sexiste et les crimes commis contre les enfants ou ayant un impact sur eux ne sont pas des dommages collatéraux des conflits, mais sont souvent un moyen calculé et délibéré de porter préjudice à une communauté dans son ensemble.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Message à l’intention du personnel
du Bureau du Procureur –

JUIL
2022

Procureur Khan a redéfini la mission de l’Unité des violences sexistes et des enfants et l’a intégrée dans la restructuration du Bureau amorcée en 2021 (pour plus de détails, voir Restructuration du Bureau) pour s’assurer que le Bureau s’intéresse davantage à ces crimes extrêmement graves et pourtant rarement dénoncés. Compte tenu de la priorité accordée par le Bureau à ces questions, 25 % des sommes réunies au travers du Fonds d’affectation spéciale créé en mars 2022 seront dédiés à la consolidation des capacités

spécialisées en ce qui concerne les enquêtes portant sur les crimes relevant de violences sexuelles et liées au genre et les crimes commis contre les enfants. Les contributions versées au Fonds d’affectation spéciale ont permis au Bureau de rapidement obtenir le soutien de membres du personnel dédiés et spécialisés et de trouver des locaux adaptés permettant d’interroger les enfants lors de ses enquêtes.

À la suite de la nomination de la nouvelle responsable de l’Unité des violences sexistes et des enfants en juin 2022, l’Unité a commencé à dispenser des avis juridiques, stratégiques et liés aux enquêtes à toutes les équipes unifiées du Bureau à différents stades de leurs activités. Le nouvel objectif de l’Unité consiste à mieux informer le Bureau sur les crimes relevant de violences sexuelles et liées au genre et les crimes contre les enfants afin que ces derniers soient mieux pris en compte dans les affaires portées devant la Cour. Pour garantir la mise en œuvre d’une démarche intégrée, la consultation de l’Unité a été rendue obligatoire. Celle-ci fait part de ses observations s’agissant des questions importantes et de celles de moindre importance, comme les plans de mission ou d’entretien et les données analytiques. De plus, elle assiste les équipes unifiées en procédant à des analyses portant sur le genre et les enfants, et en participant à la rédaction des écritures importantes comme les mémoires ne clôture. La démarche ainsi adoptée permettra de garantir que les victimes de ces types de crimes seront prises en compte dans l’enquête et dans le prétoire,



► © Marcus Bleasdale – République centrafricaine

et que les crimes relevant de violences sexuelles et liées au genre et les crimes contre les enfants ne soient pas considérés comme ayant été commis par opportunisme.

Pour améliorer les compétences professionnelles au sein du Bureau à l’égard des crimes sexuels et liés au genre et des crimes contre les enfants, l’Unité s’emploie à élaborer et actualiser de nombreuses directives et des modèles de formulaires pour guider le travail des Équipes unifiées. Parmi les thèmes traités figurent les questions LGBTQI+, les témoins âgés/plus âgés, les crimes sexuels et liés au genre, et la façon d’interroger les enfants sur le terrain et dans le prétoire. Le premier document de politique attendu concerne les persécutions liées au genre. La Conseillère spéciale du Bureau a consulté les organisations de la société civile à chacune des étapes de l’élaboration de ce

document de politique générale. Toutes les directives et tous les modèles du Bureau ainsi élaborés par l’Unité des violences sexistes et des enfants devraient pouvoir être utilisés d’ici la fin de décembre 2022.

Enfin, à la suite de la redéfinition du mandat l’Unité des violences sexistes et des enfants, celle-ci est chargée de dispenser des formations à propos des crimes sexuels et liés au genre et des crimes contre les enfants, ainsi que de coordonner les activités de coopération et de sensibilisation en la matière. Le 14 novembre 2022, l’Unité a organisé une table ronde avec des ONG, puis, le 15 novembre, un groupe de suivi avec les conseillers spéciaux du Bureau pour aborder différents thèmes, tels que les persécutions en fonction de l’âge, l’utilisation des enfants dans des hostilités, la traite des enfants et les persécutions liées au genre des



► La Procureure adjointe de la CPI Nazhat Shameem Khan ; les conseillères spéciales du Procureur de la CPI, Véronique Aubert, Patricia Viseur Sellers et Kim Thuy Seelinger ; et la chef de l'Unité des violences sexistes et des enfants, Dianne Luping, lors de la Conférence intitulée « Preventing Sexual Violence in Conflict Initiative » (PSVI) (Projet de prévention des violences sexuelles) à Londres (Royaume-Uni) le 28 novembre 2022.

personnes s'identifiant comme appartenant à la communauté LGBTQI+. De plus, l'Unité a organisé trois formations sur les crimes commis contre les enfants – la formation organisée en octobre 2022 s'adressait aux substituts du Procureur, celle organisée en novembre 2022 était destinée à l'ensemble des membres du personnel du Bureau, et celle organisée en décembre 2022 s'adressait aux enquêteurs, juristes et substituts du Procureur. D'autres formations sont prévues en 2023 en ce qui concerne les crimes sexuels et liés au genre.

Sous sa nouvelle direction, l'Unité des violences sexistes et des enfants rend directement compte à la Procureure adjointe

Khan, mais répond aux besoins des deux Pôles des poursuites ainsi qu'à l'Équipe unifiée chargée de la situation en Ukraine, qui relève directement du Procureur. La chef de l'Unité des violences sexistes et des enfants prend régulièrement part aux réunions des chefs d'unités des deux Pôles, et fournit ainsi un appui aux deux Procureurs adjoints. Elle participe également aux réunions des hauts responsables avec les Procureurs adjoints et le Procureur afin de veiller à la prise en compte de ce thème important dans les activités. La vision et les objectifs du Procureur Khan en ce qui concerne les crimes sexuels et liés au genre et les crimes contre les enfants seront précisés dans le Plan stratégique du Bureau pour la période 2023-2025.



► Le Procureur Khan prononce son discours d'ouverture à la première table ronde avec les ONG organisée par le Bureau du Procureur, le 14 novembre 2022

Chapitre 3

Bilan des progrès réalisés

Le personnel du Bureau s'emploie chaque jour à obtenir des résultats se rapportant aux différents aspects du mandat du Bureau – qu'il s'agisse des examens préliminaires, des enquêtes, de la coopération ou des activités liées à la complémentarité.

Le Bureau mène ses activités dans le monde entier. Cela signifie que lorsque l'examen préliminaire d'une situation a été clôturé, le Bureau ne cesse pas pour autant ses activités pour établir les responsabilités. Comme indiqué plus haut, il tente, dans le cadre de son mandat, de soutenir activement les autorités nationales dans leur quête de justice. Les données infographiques présentées ci-dessous

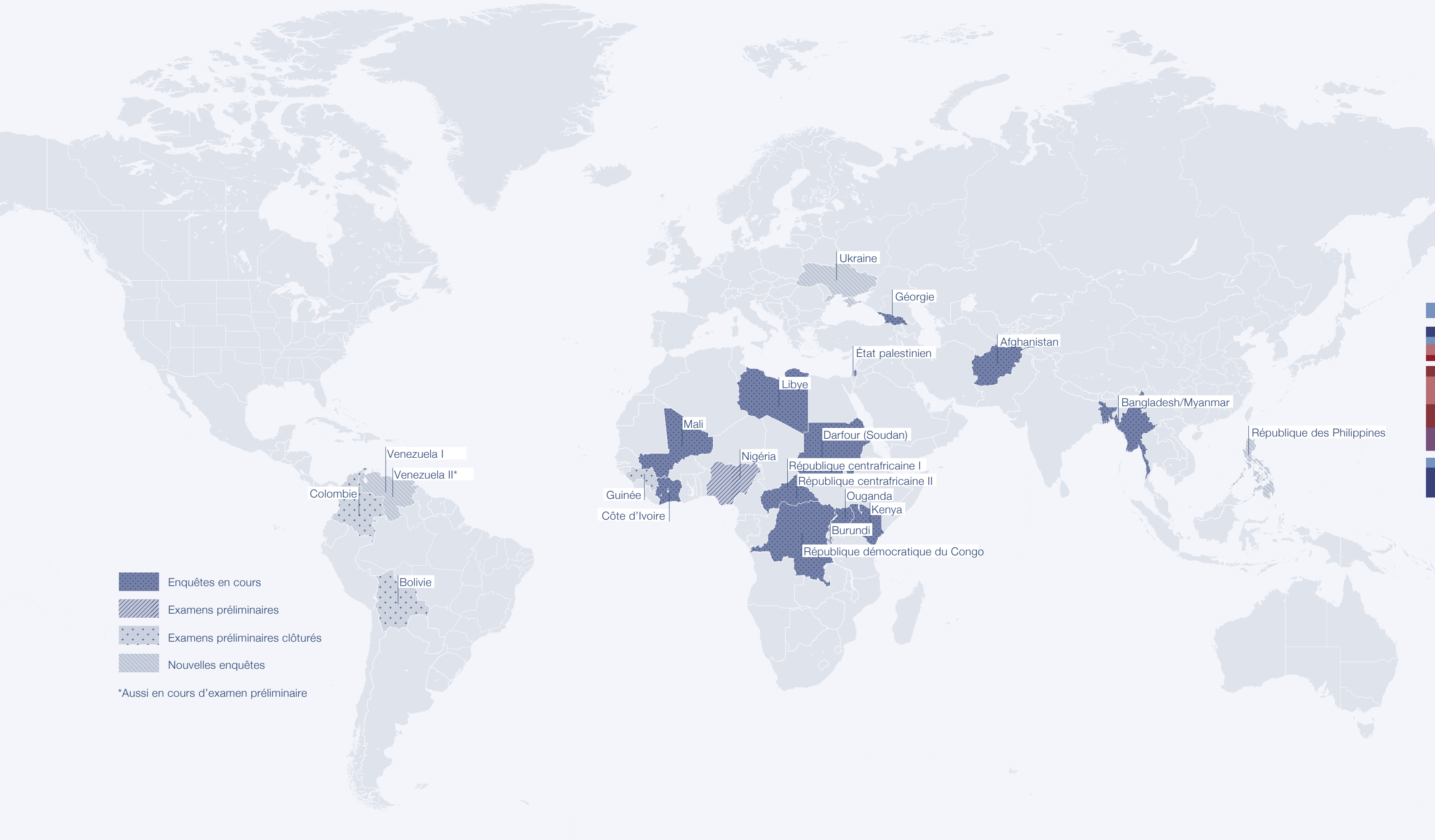
représentent les situations dans lesquelles une action a été entreprise par le Bureau dans les 18 premiers mois du mandat du Procureur Khan.

“La justice est incontournable et constitue un prérequis indispensable pour faire valoir ses droits.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Conférence de presse au Bangladesh –

28
FEV
2022



Procès



► Karim A. A. Khan KC à l'ouverture du procès contre M. Mahamat Saïd Abdel Kani, le 26 septembre 2022

La CPI fait actuellement face à une charge de travail sans précédent. Au cours de la période considérée, le Bureau était saisi de cinq affaires qui en étaient au stade du procès, dont deux se sont ouverts en 2022.

Cette situation illustre le dynamisme et la pertinence des activités du Bureau. Elle témoigne également de la nécessité de rechercher de nouveaux moyens d'améliorer la présentation des éléments de preuve et ainsi, réduire le temps nécessaire à l'Accusation pour présenter son dossier à charge devant la Cour. Les démarches entreprises pour améliorer l'utilisation des éléments de preuve documentaires et numériques devraient y contribuer.

Darfour (Soudan)

L'ouverture du procès contre M. Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, le 5 avril

2022, a marqué une étape importante dans les activités du Bureau et de la Cour dans son ensemble. Il s'agissait non seulement du premier procès ouvert à la CPI dans la situation relative au Darfour (Soudan) mais aussi du tout premier procès ouvert à la suite d'un renvoi du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

M. Abd-Al-Rahman est inculpé de 31 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité qui auraient été commis au Darfour (Soudan) entre août 2003 et au moins avril 2004. Il s'est rendu volontairement à la CPI le 9 juin 2020. Un grand nombre d'éléments de preuve présentés à ce jour au procès ont été obtenus grâce à des témoins interrogés au Soudan, dont l'accès a été grandement facilité par la signature d'un mémorandum d'accord avec le Gouvernement du Soudan. En novembre 2022, plus d'une

quarantaine de témoins présentés par l'Accusation avaient donné leur déposition. L'Accusation devrait clôturer la présentation de son dossier à charge dans le procès en cours contre M. Abd-Al-Rahman au début de 2023. Compte tenu de l'importance pour les victimes et les communautés touchées de la procédure intentée contre M. Abd-Al-Rahman, le procès a été diffusé en direct sur les principales chaînes de télévision et de radio du Soudan. De plus, le Procureur Khan a tenu des conférences de presse avec des journalistes soudanais et des acteurs de la société civile soudanaise afin de répondre aux questions liées à la procédure.

République centrafricaine II

Le 26 septembre 2022, s'est ouvert le procès de M. Mahmat Saïd Abdel Kani. Le 9 décembre 2021, la Chambre préliminaire II a estimé qu'il existait suffisamment de preuves

donnant des motifs substantiels de croire que M. Saïd était un membre de haut rang de la coalition de la Séléka dans la situation en République centrafricaine II et qu'il était responsable des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis en 2013 qui lui étaient imputés. Partant, elle a confirmé, en partie, les charges qui étaient portées contre lui. L'Accusation prévoit actuellement de citer 43 témoins à comparaître lors de la présentation de ses moyens à charge. À ce jour, la Cour en a déjà entendu 12.

En parallèle de l'ouverture du procès à l'encontre de M. Saïd, le procès intenté contre MM. Alfred Yekatom et Patrice-Edouard Ngaïssona, également dans la situation en République centrafricaine II, se poursuit. À ce jour, plusieurs milliers d'éléments de preuve ont été présentés et officiellement versés au dossier, ce qui fait de cette affaire la plus



► Opening of the trial in the case *The Prosecutor v. Mahamat Saïd Abdel Kani*, 26 September 2022.

importante en termes d'éléments de preuve présentés devant la CPI.

Il est prévu qu'une autre affaire concernant la situation en République centrafricaine II s'ouvre au début de 2023 avec une audience de confirmation des charges. Les charges portées contre M. Maxime Jeoffroy Eli Mokom Gawaka concernent des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis entre décembre 2013 et décembre 2014.

Mali

Au cours de la période visée par le présent rapport, dans la situation au Mali, s'est poursuivi le procès engagé contre M. Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud, membre présumé d'Ansar Dine et chef *de facto* de la police islamique. Le procès s'est majoritairement déroulé pendant la pandémie de COVID-19. La présentation des preuves orales de la Défense devrait se conclure en 2022.

Kenya

Dans la situation au Kenya, M. Paul Gicheru s'est rendu aux autorités des Pays-Bas le 20 novembre 2020 à la suite du mandat d'arrêt délivré pour atteintes à l'administration de la justice. L'audience de confirmation des charges s'est déroulée en juillet 2021 et le procès s'est ouvert en février 2022. La présentation des moyens à charge a duré environ cinq semaines au cours desquelles l'Accusation a appelé huit témoins à la barre. Le 26 septembre 2022, M. Gicheru a été retrouvé mort à son domicile, à Nairobi, au Kenya.

Le 14 octobre 2022, la Chambre de première instance III a mis fin aux procédures à l'encontre de M. Gicheru suite à la confirmation de son décès par les autorités kényanes.

“Monsieur le Président, Madame, Monsieur les juges, je les garde [les victimes et les survivants] à l'esprit, comme nombre d'entre nous sûrement. Sur le compte Twitter et le site de la Cour, j'ai vu les photos de différentes personnes qui suivent la procédure en cours depuis différents endroits. [...] J'ai dit à maintes reprises, dans différentes enceintes, que ce n'était pas la tribune de la justice qui importait, mais bel et bien le principe de justice. Cela étant, Monsieur le Président, Madame, Monsieur les juges, aujourd'hui, c'est votre chambre qui est la tribune, et vous en êtes les juges [...].”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Déclaration à l'ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire portée contre Mahamat Saïd Abdel Kani –



Mandats d'arrêt

Géorgie

Le 30 juin 2022, la Chambre préliminaire I a délivré les versions publiques expurgées des mandats d'arrêt délivrés à l'encontre de trois personnes dans le contexte de la situation en Géorgie : MM. Mikhail Mayramovich Mindzaev, Gamlet Guchmazov et David Georgiyevich Sanakoev. Ces mandats ont été délivrés après que le Procureur Khan a annoncé, le 10 mars 2022, avoir demandé la délivrance de mandats d'arrêt.

L'enquête relative à la situation en Géorgie s'est ouverte le 27 janvier 2016. Elle portait sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre qui auraient été commis dans le contexte d'un conflit armé international entre le 1er juillet et le 10 octobre 2008, en particulier en Ossétie du Sud et dans les environs de cette région. Les mandats d'arrêt

émis se rapportent à des comportements qui se sont déroulés pendant le conflit armé ayant opposé la Russie et la Géorgie en 2008. La Chambre préliminaire a estimé qu'il existait des motifs raisonnables de croire que des civils considérés comme membres du groupe ethnique géorgien avaient été arrêtés dans la partie géorgienne d'Ossétie du Sud, puis avaient été détenus, maltraités et retenus dans des conditions très difficiles dans un centre de détention à Tskhinvali (« l'isolateur » ou « le KPZ »), avant d'être utilisés comme monnaie d'échange par la Russie et les autorités de facto d'Ossétie du Sud, contre des prisonniers et des détenus. À la suite des échanges, les détenus ont été contraints de quitter l'Ossétie du Sud.

Affaire/personne présentant un intérêt

Mikhail Mayramovich Mindzaev

Date clé

Mandat d'arrêt : 30 juin 2022

Affaire/personne présentant un intérêt

Gamlet Guchmazov

Date clé

Mandat d'arrêt : 30 juin 2022

Affaire/personne présentant un intérêt

David Georgiyevich Sanakoev

Date clé

Mandat d'arrêt : 30 juin 2022

La demande présentée en vue d'obtenir la délivrance de mandats d'arrêt portait spécifiquement sur la détention illégale, les mauvais traitements, la prise d'otages et le transfert illégal ultérieur de civils géorgiens dans le contexte d'une occupation par la Fédération de Russie. Dans sa demande présentée à la Chambre préliminaire aux fins d'obtenir la délivrance de mandats d'arrêt, le Procureur a relevé que, dans la situation en Géorgie, le Bureau avait conclu à l'existence de comportements similaires au cours de son examen préliminaire de la situation en Ukraine.

L'enquête a également permis de mettre en évidence le rôle présumé de Vyacheslav Borisov, général de brigade au sein des forces armées de la Fédération de Russie et commandant adjoint des forces aériennes au moment des faits, qui aurait délibérément contribué à la commission de certains de ces crimes, et qui est décédé depuis.

Libye

Le 9 novembre 2022, le Procureur Khan a fait le point devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies sur la situation en Libye et a annoncé qu'il avait demandé à la Chambre préliminaire de la Cour de délivrer des mandats d'arrêt. Les mandats d'arrêt ayant été demandés sous scellés, le Bureau du Procureur ne peut pas en dire plus quant au nombre ou au nom des suspects, ni donner plus de détails à propos des crimes allégués dans les demandes.

Activités de filtrage

Entre le 15 juin 2021 et le 30 septembre 2022, le Bureau a reçu 920 communications au titre de l'article 15 du Statut. Comme le veut la pratique habituelle, le Bureau a passé soigneusement en revue toutes ces communications afin de déterminer si les allégations y figurant concernaient : i) des questions qui ne relèvent manifestement pas de la compétence de la Cour ; ii) une situation faisant déjà l'objet d'un examen préliminaire ; iii) une situation faisant déjà l'objet d'une enquête ou servant de base à une enquête ; ou iv) des questions qui n'échappent manifestement pas à la compétence de la Cour et qui ne sont pas liées à un examen préliminaire, une enquête ou des poursuites déjà en cours, et qui, par conséquent, doivent faire l'objet d'une analyse factuelle et juridique plus poussée par le Bureau.

À l'issue de ce processus de filtrage, le Bureau a déterminé que sur l'ensemble des communications reçues au cours de la période considérée, 736 ne relevaient manifestement pas de la compétence de la Cour ; 25 étaient liées à une situation faisant déjà l'objet d'un examen préliminaire ; 132 étaient liées à une enquête ou à des poursuites en cours et 27 justifiaient un complément d'analyse.

Au cours de la période considérée, le Bureau a répondu aux auteurs de communications concernant un certain nombre de situations qui avaient fait l'objet d'un complément d'analyse.

Au terme d'une évaluation approfondie de chacune de ces situations, le Bureau est parvenu à la conclusion que les crimes présumés en question ne semblaient pas

relever de la compétence de la Cour et, par conséquent, en a informé les parties qui lui avaient communiqué ces renseignements, conformément à l'article 15-6 du Statut et à la règle 49-1 du Règlement. Le Bureau leur a toutefois fait savoir, conformément à la règle 49-2 du Règlement, qu'il leur était possible de soumettre de nouveaux renseignements sur la même situation à la lumière de faits ou d'éléments de preuve nouveaux. Il s'agissait notamment de l'évaluation faite par le Bureau à propos des événements qui se sont déroulés au Chili concernant les manifestations antigouvernementales massives et les conflits sociaux ayant débuté à la fin d'octobre 2019, et à la réponse des forces de l'ordre chiliennes.

Chapitre 4

La constitution d'une équipe efficace

Restructuration du Bureau du Procureur

En juillet 2021, le Procureur Khan a annoncé qu'il procéderait à une restructuration du Bureau pour en faire un Bureau plus efficace, plus soudé et plus solide. En amorçant cette restructuration, il a pris des mesures importantes pour consolider, uniformiser et mieux intégrer les activités afin de mener efficacement des enquêtes et des poursuites. En simplifiant les processus de travail et les structures hiérarchiques, et en créant des synergies plus fortes entre l'ensemble de ses composantes, le Bureau a cherché à autonomiser son personnel et a consolidé son administration.

Depuis l'annonce de sa restructuration en juillet 2021, le Bureau a mis en place un nouveau modèle d'administration s'appuyant sur deux Pôles des poursuites tous deux dirigés par un Procureur adjoint. Dans les

“Les changements que j'envisage d'instaurer pour le Bureau réduiront la distance perçue entre les dirigeants et le reste du personnel, amélioreront le contrôle des activités et favoriseront la collégialité, le dialogue et l'efficacité.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Message à l'intention du personnel du Bureau –

JUIL
2021



► Engagement solennel de M. Mame Mandiaye Niang et Mme Nazhat Shameem Khan en tant que Procureurs adjoints de la CPI, 7 mars 2022

Pôles des poursuites, les compétences et les aptitudes des membres du personnel, qui étaient autrefois rattachés à des divisions distinctes, sont réunies au sein des équipes unifiées. Regroupant des enquêteurs, des analystes, des conseillers en coopération et des juristes, ce modèle permet de mieux partager et de renforcer les connaissances spécifiques acquises dans le cadre d’une situation ou d’une affaire donnée et de préserver la continuité en matière de ressources et d’expertise, et par conséquent, d’obtenir de meilleurs résultats. Cette intégration accrue vise aussi à garantir une uniformisation des méthodes et des flux de travail qui facilitera une transition plus efficace des différentes phases d’une affaire, de l’examen préliminaire à l’enquête et aux différentes phases du procès.

Dans le nouveau modèle ainsi établi, la

Section des appels et de la coordination des poursuites juridiques et l’Unité des violences sexistes et des enfants, placées sous l’autorité de l’un des Procureurs adjoints, fournissent un appui global aux Équipes unifiées. Les Pôles des poursuites du Bureau, ainsi que les unités, les sections et les équipes qui rendent directement compte au Procureur, sont soutenus par le nouveau Pôle des services intégrés qui centralise les fonctions d’appui du Bureau et les services spécialisés nécessaires. De plus, l’ancienne Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération a été restructurée et les conseillers en coopération internationale ont été réaffectés dans les Équipes unifiées tandis que le nouveau Bureau des affaires extérieures est chargé de la coopération politique, des relations extérieures et de la coopération judiciaire. Les propositions budgétaires

présentées par le Bureau pour 2022 et 2023 tiennent compte des efforts de rationalisation des processus et des fonctions du Bureau ainsi que de leur évaluation permanente et lui apportent la flexibilité nécessaire pour répondre à l’accroissement de la charge de travail, permettre le renouvellement des technologies qu’il utilise et procéder à la localisation d’une partie de ses activités.

Lors de l’assemblée générale du Bureau en juillet 2021, le Procureur a annoncé la création d’une Équipe de transition chargée de faciliter le changement et a souligné que la nouvelle répartition des responsabilités au sein du Bureau allait de pair avec la consultation du personnel. Tout au long du processus de restructuration, l’Équipe de transition – composée de membres du personnel (six femmes et six hommes) occupant différents échelons dans la hiérarchie et issus de différentes sections du Bureau – a tenu une série de consultations du personnel à propos de l’ajustement des flux de travail. À compter de l’assemblée générale de juillet 2021, le Bureau s’est efforcé de garantir la tenue d’un processus inclusif au travers d’échanges réguliers avec ses membres du personnel. À cette occasion, le Procureur, les Procureurs adjoints et les membres du personnel ont abordé la restructuration et les changements qui en découlaient. Par exemple, pour plus d’efficacité et pour rapprocher les hauts responsables des membres du personnel, le Procureur Khan a annoncé une nouvelle répartition des bureaux afin que les membres des Équipes unifiées puissent être plus proches et collaborer plus efficacement.

Conformément au calendrier présenté en septembre 2021, la nouvelle structure était opérationnelle en mars-avril 2022. Toutefois, outre les changements structurels instaurés, il conviendra de poursuivre les efforts déjà amorcés par les réformes opérées afin d’instaurer une nouvelle culture de travail au Bureau. Pour ce faire, ce dernier a notamment créé un Groupe consultatif externe ad hoc sur la culture du travail. Le Bureau s’efforcera de renforcer la culture qui préside sur le lieu de travail et d’y instaurer un environnement respectueux, inclusif et dynamique. Il continuera dans le même temps à évaluer les résultats des changements structurels et opérationnels effectués.

“Nous ne pouvons pas espérer faire mieux en continuant d’agir comme avant.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Assemblée générale du Bureau –

26
JUIL
2021

Culture organisationnelle

Au début de son mandat, le Procureur Khan a fait du bien-être du personnel une priorité et a indiqué qu'il s'agissait d'une responsabilité partagée. Il entendait s'occuper des problèmes soulevés par le personnel et dans le rapport établi par les experts indépendants. L'un de ses premiers objectifs consistait à réduire la distance entre les membres du personnel et le personnel d'encadrement dénoncée par des fonctionnaires du Bureau. Des mesures ont été mises en œuvre dès juin 2022. Parmi celles-ci figurent le fait de prendre le pouls des différentes strates du Bureau lors de conversations ad hoc informelles avec le Procureur, la politique de la « porte ouverte » – qui permet aux membres du personnel de prendre des rendez-vous avec le Procureur – et l'organisation d'un plus grand nombre d'assemblées générales au Bureau. Au cours des 18 premiers mois de

“Je m’engage à traiter toutes les personnes avec lesquelles je collabore avec équité, dans le respect et la dignité.”

Journal après journal

Nazhat Shameem Khan
– Engagement solennel –

07
MARS
2021

son mandat, le Procureur Khan a organisé six assemblées générales abordant un ou plusieurs thèmes et au cours desquelles les membres du personnel ont pu s'exprimer directement devant les hauts responsables, poser leurs questions et faire part de leurs préoccupations. Une fois élus, les Procureurs adjoints ont emboîté le pas au Procureur et ont eux aussi adopté la politique de la « porte ouverte » pour encourager la communication avec le personnel d'encadrement, que ce soit lors de conversations impromptues, de rendez-vous ou de réunions d'équipe informelles régulières. De plus, une boîte à idées matérielle et virtuelle a été mise à la disposition du personnel pour que chacun puisse faire part de ses commentaires et de ses suggestions aux responsables du Bureau, et ce, anonymement, selon les préférences. Des déjeuners mensuels ont également été organisés entre les Équipes unifiées et le Procureur.

Le 12 août 2021, le Procureur Khan a présenté le mandat du Groupe consultatif externe ad hoc sur la culture du travail aux membres du personnel du Bureau. Le Groupe, composé de quatre membres, a été chargé d'examiner et d'évaluer les conclusions tirées du rapport du groupe d'experts indépendants, de recueillir les témoignages volontaires des membres du personnel du Bureau, et de fournir des conseils au Procureur quant à l'environnement et à la culture de travail. Le 27 octobre 2022, le Groupe a présenté son rapport final aux membres du personnel du Bureau. Saluant l'empressement des membres du personnel

à faire face aux problèmes et à participer au changement, le Groupe a encouragé le Bureau à communiquer et à agir avec transparence pour instaurer un changement positif. Ainsi, il a établi une feuille de route comportant neuf objectifs pour parvenir à la transformation culturelle du Bureau.

La version publique du rapport du Groupe à l'égard de l'environnement de travail sera communiquée au moment opportun.

Le 28 octobre 2022, Mme Purna Sen, Conseillère spéciale du Procureur Khan pour le climat de travail, a présenté ses recommandations quant à la marche à suivre au Bureau. Pour ce faire, elle a tenu compte du changement structurel et culturel nécessaire pour que le Bureau réalise son potentiel et devienne un lieu de travail inclusif, respectueux et laissant place à la diversité. Parmi les propositions abordées au cours de l'assemblée générale du 31 octobre 2022 concernant la marche à suivre figuraient des initiatives sur lesquelles s'appuyer à court et à long terme concernant la communication et le climat de travail. Les actions menées à cet égard seront dirigées par un groupe de travail composé de membres du personnel de tous échelons du Bureau – ils émettront des propositions relatives aux mesures à prendre, contrôleront leur mise en œuvre, évalueront les changements, rendront des comptes, tireront les enseignements utiles, représenteront la voix du Bureau et veilleront à la participation du personnel dans les actions entreprises.

“Vous avez le droit de travailler dans une institution qui ne laisse aucune place au harcèlement [...] j’espère qu’avec l’aide du personnel, le Bureau incarnera cette ambition.”

Journal après journal

Karim A. A. Khan KC
– Engagement solennel –

16
JUN
2021

De plus, le Bureau participe activement au cadre de la Cour relatif au bien-être du personnel et est représenté dans le Comité pour le bien-être et la motivation du personnel. La Cour a créé ce comité à la suite du sondage sur le bien-être du personnel réalisé en 2018. Ce comité mène son action en étroite collaboration avec les membres du personnel de tous échelons et a pour

mission de contrôler les progrès réalisés par la Cour quant aux priorités établies à l'égard du bien-être du personnel et des résultats du sondage. En outre, il reçoit et étudie les propositions faites quant aux éventuelles mesures à prendre et aux formations. Hormis ces initiatives entreprises à l'échelle de la CPI, une instruction administrative relative à l'aménagement des modalités de travail a été publiée en septembre 2022. De plus, le Bureau a contribué à la création du poste de médiateur à la Cour. Au moment de la rédaction du présent rapport, le recrutement concernant ce poste est en cours de finalisation, et une fois pourvu, il sera intégré à la structure de la Cour.

Au cours du dernier trimestre de 2022, le Bureau a lancé plusieurs initiatives supplémentaires, dont des ateliers sur le traumatisme vicariant en collaboration avec l'Unité de la santé au travail, un système de compagnonnage au sein de toutes les équipes, et la communication de listes de vérification pour les arrivées et les départs de personnel. De plus, en août 2022, le Bureau a lancé un programme de formation initiale pour les nouveaux membres de son personnel en sus des séances d'information organisées par la Cour lors de l'entrée en fonction des nouveaux arrivants. Ce programme général de formation initiale a été suivi de sessions pilotes spécifiques concernant les différentes fonctions au sein du Bureau qui se sont déroulées durant le dernier trimestre de 2022.

Diversité

L'instauration d'une culture basée sur le respect et la diversité est importante pour le bien-être du personnel et l'efficacité de la mission du Bureau. Il s'agit notamment de parvenir à l'égalité des sexes et à susciter une plus grande prise de conscience autour de la question de genre. Au cours des 18 premiers mois du mandat du Procureur Khan, le Bureau a adopté plusieurs mesures afin d'atteindre cet objectif.

À la suite de l'annonce de la création d'un poste de coordonnateur/-trice pour l'égalité des genres à la Cour pénale internationale, parue en 2021 dans la déclaration de haut niveau sur l'égalité des genres adoptée par les principaux responsables de la Cour, le Bureau a nommé sa toute première coordonnatrice du Bureau pour les questions de genre en décembre 2021. Chargée de fournir un appui

et des conseils au Procureur concernant les questions d'égalité des genres au Bureau et dans le cadre des conditions d'emploi, celle-ci travaille en étroite collaboration avec la Procureure adjointe Nazhat Khan, la conseillère spéciale sur le climat de travail, la coordonnatrice de la CPI pour l'égalité des genres, le Cabinet du Procureur, le bureau de liaison avec les ressources humaines et d'autres collègues, groupes de travail et programmes de la Cour. Le mandat de la coordonnatrice du Bureau pour les questions de genre a été défini en complémentarité de celui de la coordonnatrice de la CPI pour l'égalité des genres et pour concourir au même objectif. Elle est notamment chargée d'étudier les conclusions et les recommandations formulées dans le rapport des experts indépendants, d'analyser et de passer en revue les politiques générales en vigueur et de

promouvoir l'égalité des genres, de veiller à l'égalité de la représentation entre les hommes et les femmes ainsi qu'à l'inclusion, tout en restant au contact des membres du personnel du Bureau sur les questions de genre.

Le Bureau est conscient des difficultés liées à la mise en œuvre de l'équité des genres à tous les échelons de sa hiérarchie.

“Il ne sert à rien de rédiger attentivement des documents stratégiques ou de politique générale si l'environnement du Bureau n'est pas aussi stimulant, inclusif et varié que possible.”

Journal après journal

Karim A. A. Khan KC

– Assemblée générale du Bureau –

21
JUN
2021

Le Procureur Khan a débattu ouvertement de cette question avec le personnel du Bureau à l'occasion de l'assemblée générale organisée en juillet 2021. Il y a notamment affirmé qu'il avait l'intention de prendre les mesures qui s'imposaient pour parvenir à une meilleure représentation des genres au Bureau. Parmi les initiatives à entreprendre à cet égard figurent une collaboration active avec, entre autres, l'Association internationale du barreau, les barreaux nationaux, et l'association ATLAS Women, afin d'encourager les candidats et les candidates sous-représenté(e)s (genre ou représentation géographique) à postuler.

Le Procureur Khan a ainsi déclaré qu'il refuserait les listes de sélection ne comprenant pas de candidats des deux sexes pour les postes du Bureau à pourvoir et a affirmé que le Bureau envisagerait de procéder à des recrutements ciblés pour veiller à l'égalité de représentation tout en se conformant aux règles et aux normes en vigueur en matière de recrutement. Conformément à cette stratégie, il a veillé à ce que l'une des deux listes de candidats établies pour le recrutement des Procureurs adjoints ne soit constituée que de candidates. Afin de favoriser la diversité sur tous les fronts du Bureau, il a en outre veillé à ce que l'autre liste ne comprenne que des francophones issus du système de droit romano-germanique.

Pour mesurer les progrès accomplis afin d'atteindre les objectifs de parité entre les genres et de représentation géographique, en novembre 2021, le Bureau a commencé à

présenter des rapports mensuels au Procureur sur ces questions. S'agissant de l'égalité hommes-femmes, le Bureau ne mesure pas seulement les progrès accomplis en termes de pourcentage de personnel féminin mais tient également compte de la représentation à tous les échelons du Bureau.

Avant la pandémie, le groupe de travail chargé de la sensibilisation aux questions de genre a mis sur pied un programme de formation pour sensibiliser le personnel à ces questions et parvenir à l'égalité hommes-femmes au Bureau. Certes, la survenue de la pandémie a retardé ce programme mais le Bureau entend le relancer au cours de la prochaine période.

Hormis les initiatives se rapportant au Bureau, ce dernier a contribué à l'élaboration d'une stratégie à l'échelle de la Cour portant sur l'égalité des genres et la culture sur le lieu de travail ; elle devrait être publiée d'ici la fin de 2022. De plus, outre les enquêtes réalisées auprès du personnel de la Cour, le Bureau relancera une étude auprès des membres de son personnel pour évaluer l'impact du climat de travail sur les femmes au Bureau.

Le Bureau entend créer, au travers de ces initiatives menées à l'échelle du Bureau et de la Cour, un environnement de travail varié, stimulant, bienveillant et respectueux pour le personnel et avec la participation de celui-ci.

Ces mesures ont commencé à porter leurs fruits, comme l'illustrent l'égalité des genres respectée en ce qui concerne les postes de Procureurs adjoints et de direction pourvus

“Les inégalités géographiques et hommes-femmes qui existent actuellement au Bureau, particulièrement en ce qui concerne l'égalité des genres aux plus hauts échelons, doivent être réglées au plus vite.”

Journal après journal

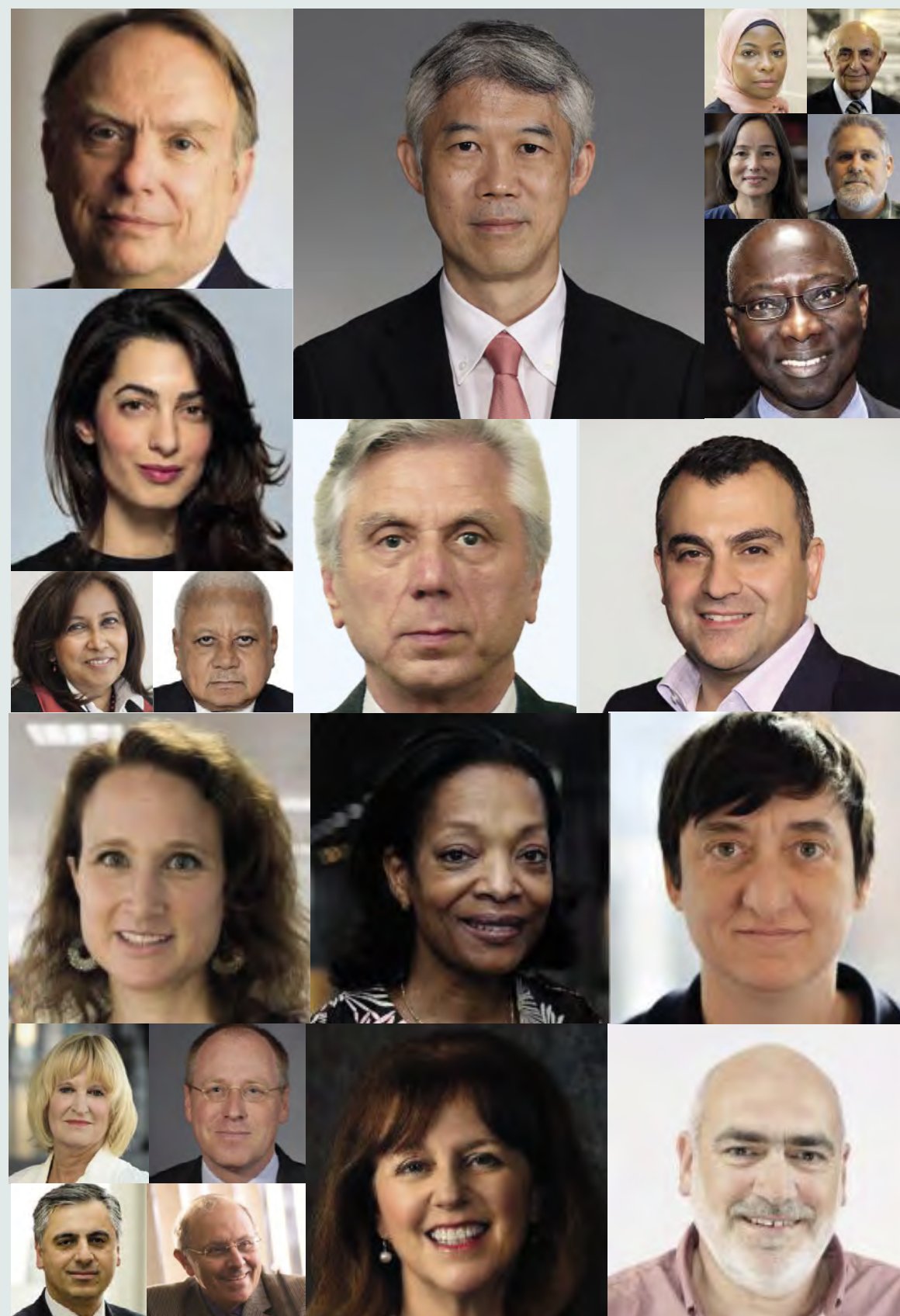
Karim A. A. Khan KC

– Engagement solennel –

16
JUN
2021

au Bureau. Le nombre de femmes employées au grade P-5 a augmenté tandis que la moitié des chefs des Équipes unifiées sont des femmes.

Les efforts pour atteindre les objectifs liés au genre et à la diversité régionale se poursuivront en 2023.



Conseillers spéciaux

Les conseillers spéciaux auprès du Procureur sont des professionnels hors pair, dotés d'une longue expérience et de compétences reconnues dans leur domaine. Ils prodiguent des conseils au Procureur dans le cadre de leurs mandats respectifs à titre de conseillers spéciaux et peuvent contribuer aux formations dispensées par le Bureau. Ils exercent leurs fonctions à titre gracieux et sont nommés conformément à l'article 42-9 du Statut de Rome.

Conformément à son projet visant à consolider les capacités du Bureau et à renforcer, en priorité, les connaissances spécialisées concernant diverses questions liées, entre autres, au droit international public, aux violences sexuelles en période de conflit, aux crimes commis contre les enfants et touchant ces derniers et aux crimes d'esclavage, le Procureur Khan a

nommé 17 conseillers spéciaux en septembre 2021. D'autres postes de conseillers spéciaux entièrement nouveaux ont été créés, y compris pour les dossiers liés au crime d'agression, à la situation au Darfour (Soudan), aux persécutions sexistes, au génocide, à la recherche et aux échanges sur le droit pénal international, au droit islamique, au transfert des connaissances, aux crimes d'esclavage et au droit international public. En outre, un poste de conseiller spécial sans portefeuille a également été créé. Par la suite, en octobre 2021, trois nouveaux conseillers spéciaux, dont une conseillère spéciale sur le climat de travail, ont été nommés. Puis, en décembre 2021, le Procureur a nommé un conseiller spécial pour l'entraide judiciaire. Enfin, en juin 2022, il a nommé un conseiller spécial pour le droit international humanitaire.

“Je suis ravi que des experts aussi éminents aient accepté d'exercer les fonctions de conseillers spéciaux à mes côtés. La richesse de l'expérience et la diversité qui émanent du groupe d'experts qui ont généreusement accepté de donner de leur temps à titre de conseillers spéciaux enrichiront sans aucun doute le travail de mon Bureau dans le cadre de son mandat.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Communiqué de presse –

OCT
2021

La liste des conseillers spéciaux figure ci-dessous.

- **Adama Dieng**
Conseiller spécial sans portefeuille (Bio);
- **Mohamed Chande Othman**
Conseiller spécial sans portefeuille (Bio);
- **Christine Van den Wyngaert**
Conseillère spéciale sans portefeuille (Bio);
- **Payam Akhavan**
Conseiller spécial sur le génocide (Bio);
- **Véronique Aubert**
Conseillère spéciale chargée des crimes commis contre les enfants et touchant ces derniers (Bio);
- **Amal Clooney**
Conseillère spéciale pour le Darfour (Bio);
- **Lisa Davis**
Conseillère spéciale chargée des persécutions sexistes (Bio);
- **Kevin Jon Heller**
Conseiller spécial pour la recherche et les échanges sur le droit pénal international (Bio);
- **Claus Kress**
Conseiller spécial chargé du crime d'agression (Bio);
- **Vaughan Lowe KC**
Conseiller spécial pour le droit international public (Bio);
- **Tim McCormack**
Conseiller spécial chargé des crimes de guerre (Bio);
- **Intisar A. Rabb**
Conseillère spéciale pour le droit islamique (Bio);
- **Leila Nadya Sadat**
Conseillère spéciale chargée des crimes

- contre l'humanité (Bio);
- **Kim Thuy Seelinger**
Conseillère spéciale chargée des violences sexuelles en période de conflit (Bio);
- **Patricia V. Sellers**
Conseillère spéciale chargée des crimes d'esclavage (Bio);
- **Ali Soufan**
Conseiller spécial pour les enquêtes (Bio);
- **Purna Sen**
Conseillère spéciale pour le climat de travail (Bio);
- **Claudio Grossman**
Conseiller spécial sans portefeuille (Bio);
- **Vladimir Tochilovsky**
Conseiller spécial sans portefeuille (Bio);
- **Yoshimitsu Yamauchi**
Conseiller spécial pour l'entraide judiciaire (Bio); et
- **Theodor Meron CMG**
Conseiller spécial pour le droit international humanitaire (Bio).

En raison du caractère confidentiel des activités menées par les conseillers spéciaux du Bureau, ce dernier ne peut fournir plus de détails en la matière. Les conseillers spéciaux *travaillent directement avec les chefs des Équipes unifiées, participent aux réunions bilatérales avec le Procureur et les Procureurs adjoints*, et contribuent à l'élaboration de documents de politique générale.

“L'entraide judiciaire est la pierre angulaire du Statut de Rome ; elle est absolument essentielle à la promotion de la complémentarité et à la conduite efficace de la mission dont la Cour est investie.”

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC
– Communiqué de presse –

DEC
2021

Chapitre 5

Perspectives à long terme : prochaines étapes

En publiant le présent Rapport, le Bureau a cherché à apporter un nouvel éclairage sur les progrès réalisés dans les activités menées pour accomplir le mandat dont il est investi ainsi que sur les difficultés auxquelles il est confronté.

Il cherche par ailleurs à démontrer son engagement à tenir les promesses faites aux communautés touchées, et à montrer que lorsqu'il lui est donné l'occasion d'agir, il est capable d'obtenir des résultats. En mettant en œuvre la stratégie envisagée par le Procureur, le Bureau a ainsi pu réaliser des progrès concrets afin de gagner en efficacité.

Le Bureau continuera d'évaluer ses vulnérabilités et de définir des domaines où il existe une marge de progression afin d'accroître l'efficacité de ses activités. Il poursuivra en outre ses efforts pour communiquer plus efficacement sur les progrès réalisés au travers du recours aux technologies et de la mise en œuvre de sa vision axée sur le terrain.

Le Bureau a défini une série d'objectifs à remplir dans l'année qui vient et se concentrera, à moyen terme, sur les priorités énumérées dans le présent Rapport. Il présentera en détail les objectifs à atteindre, définis de façon mesurable, dans son plan stratégique pour la période 2023-2025 mais souhaite d'ores et déjà, en guise de conclusion, exposer les étapes clés qu'il compte franchir en 2023.

“Cette Cour, notre Cour, est un instrument irremplaçable pour promouvoir la paix et la sécurité des nations. Aucun effort ne saurait être trop grand pour atteindre les objectifs visés dans le Statut de Rome.”

Jour après jour

Mame Mandiaye Niang
– Engagement solennel –

07
MARS
2022

Le Bureau a défini six étapes clés dans les priorités qu'il s'est fixées. Conformément à sa vision et à ses objectifs, en 2023:

- Les quatre bureaux hors siège du Bureau qui seront établis à Kiev, Caracas, Cox's Bazar et Khartoum seront entièrement opérationnels et disposeront des effectifs nécessaires, conformément au budget établi pour 2023;
- Les nouveaux processus et systèmes opérationnels et technologiques seront entièrement opérationnels et intégrés dans les activités du Bureau. L'Unité de la recherche de preuves informatiques sera complètement opérationnelle et disposera des effectifs nécessaires;
- L'appui fourni aux autorités nationales sera plus soutenu, conformément à la nouvelle stratégie du Bureau en matière de coopération et de complémentarité;
- L'Unité des violences sexistes et des enfants sera complètement opérationnelle et disposera des effectifs nécessaires, conformément au budget de 2023;
- Le Bureau renforcera les contacts avec la société civile, conformément à la nouvelle stratégie du Procureur ; et
- La vision du Procureur en matière de clôture des affaires et concernant l'utilisation des ressources disponibles sera optimisée en fonction des priorités établies dans les activités du Bureau.

Le Bureau demeure déterminé à accroître l'impact de son action en tant qu'organe chargé des poursuites et pôle d'excellence pour la justice pénale internationale. Il veillera à ce que les efforts déployés pour mettre un terme à l'impunité s'appuient sur les partenariats établis avec les différents acteurs. Au fur et à mesure qu'il franchira les étapes énoncées ci-dessus, il continuera à dialoguer avec les victimes et les communautés touchées, les autorités nationales, la société civile et les autres parties prenantes afin de veiller à ce qu'une réponse soit apportée aux demandes de justice légitimes des victimes, et ce, au travers des efforts collectifs déployés.

“Il nous incombe désormais, à la communauté internationale dans son ensemble, d'ouvrir une nouvelle ère de la responsabilité, par une application du droit toujours plus cohérente et respectueuse dans le monde entier, qui soit garante de la stabilité et de la sécurité.”

Journal après journal

Nazhat Shameem Khan
– Tbilisi (Géorgie) –

27
SEPT
2022



► Karim A. A. Khan KC au camp de Kalma (Soudan), le 21 août 2022

**“L’heure est venue de
s’appuyer sur le droit de toutes
nos forces. Il est temps de faire
respecter le droit. Si nous ne
nous raccrochons pas au droit
et que nous nous en écartons,
alors il ne nous restera plus que
le désespoir et les souffrances.
Et à titre individuel, nous ne
pouvons pas laisser cela
arriver. À titre collectif, nous
ne pouvons pas nous reposer
avant que cette situation
prenne fin, que la raison prenne
le dessus et que
la justice l’emporte
de toutes parts.”**

Jour après jour

Karim A. A. Khan KC

– Déclaration à la réunion en formule Aria intitulée

« Amener les auteurs des atrocités commises en Ukraine à répondre de leurs actes »
organisée par le Conseil de sécurité de l’ONU –

27
AVRIL
2022



